



# formation des délégués de partis politiques et des candidats

ÉLECTION GÉNÉRALE DE 2013 À MADAGASCAR



Manuel de formateur - Formation des délégués de partis et des candidats

EISA est une organisation à but non lucratif dont le siège est à Johannesburg, en Afrique du Sud, où elle a été créée en juin 1996 sous le nom de « Institut Electoral d'Afrique du Sud » avant de devenir « Institut Electoral d'Afrique Australe ». Depuis mars 2010, EISA est devenu « Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique », un changement de dénomination conforme à sa nouvelle direction stratégique ainsi qu'à l'envergure géographique et thématique de ses activités.

La vision de l'organisation est : Un continent africain où la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et la participation des citoyens sont préservés dans un climat de paix. Cette vision s'exécute à travers la mission assignée à l'organisation et qui consiste à viser l'excellence dans la promotion des élections crédibles, la démocratie participative, la culture des droits de l'homme et le renforcement des institutions de la gouvernance pour la consolidation de la démocratie en Afrique.

En quelques années, EISA est passé d'une ONG internationale d'assistance électorale limitée à l'Afrique Australe à une organisation plus diversifiée travaillant d'un bout à l'autre du continent avec des partenaires au niveau national, régional, panafricain et mondial. Aujourd'hui, les activités de l'Institut ne couvrent plus uniquement les élections mais s'étendent à d'autres domaines de la démocratie et de la gouvernance tels que le développement des partis politiques, la gestion des conflits, l'appui aux Parlements, le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), la gouvernance locale et la décentralisation. De plus, EISA travaille étroitement avec les Communautés Economiques Régionales (SADC, CEEAC, CEA) et l'Union Africaine. En dehors de l'Afrique Australe où il est présent à Johannesburg (Afrique du sud), Antananarivo (Madagascar), Maputo (Mozambique), Harare (Zimbabwe) et Kinshasa (RDC), EISA a ouvert des bureaux nationaux à Luanda (Angola), Bujumbura (Burundi), Abidjan (Côte d'Ivoire), Nairobi (Kenya), Khartoum (Soudan), N'Djamena (Tchad) et au Caire (Egypte).

Présent à Madagascar depuis 2007, EISA apporte une assistance à la promotion des femmes et à leur plus grande implication aux processus de prise de décision. L'Institut a élargi son champ d'activités dans la Grande Ile depuis 2011 à travers un programme d'appui au processus électoral et au renforcement de la gouvernance démocratique.

Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA)

Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique

<http://www.eisa.org.za>

Tel. +261 20 22 665 98/+261 32 67 199 41

Ce livre est édité avec l'appui du fond canadien d'initiatives locales

Activity supported by the  
Canada Fund for Local Initiatives

Activité réalisée avec l'appui du  
Fonds canadien d'initiatives locales

Canada

Conception et mise en page :  
Rajaonarison Monja H.

**CITE Ambatonkanga**  
Rue Samuel Rahamefy, BP 74  
Antananarivo 101, Madagascar  
[cite@cite.mg](mailto:cite@cite.mg)  
[www.cite.mg](http://www.cite.mg)

# SOMMAIRE

*Introduction* 1

*Note aux utilisateurs* 3

*Programme de la formation* 7

## **PARTIE 1. DÉMOCRATIE, ÉLECTIONS ET PARTIS POLITIQUES 8**

*Session 1. Démocratie et élections* 9

*Session 2. Le cycle électoral* 15

*Session 3. Cadre normatif des élections à Madagascar* 17

*Session 4. Les principaux acteurs du processus électoral* 31

*Session 5. Indicateurs d'élections libres et équitables* 39

## **PARTIE 2. CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES 44**

*Session 1. Le rôle des délégués de partis / candidats* 45

*Session 2. Le recrutement des délégués* 50

*Session 3. La formation des délégués* 53

*Session 4. Le déploiement des délégués* 57

*Session 5. La collecte d'information* 60

*Session 6. Etude de cas et rapport* 68

**Annexe 74**

# Introduction

Les élections prévues à Madagascar dans le cadre des efforts visant à sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé depuis quelques années sont d'une importance capitale. En effet, elles constituent une étape importante et incontournable dans le processus démocratique national. Elles comportent aussi un enjeu fondamental pour le retour à la normalité politique et institutionnelle après des années de crise politique profonde et de fracture sociale.

Conscients d'un tel fait, les négociateurs politiques internationaux et nationaux ont entendu restituer aux partis et acteurs politiques le rôle qui est le leur. Celui-ci doit consister en une activité pacificatrice permettant à la société malgache, divisée et meurtrie par de longues années de crise, d'opérer une synthèse qualitative en s'ordonnant à une fin supérieure : un développement économique et humain durable.

La concrétisation de tels efforts réside dans l'adoption, le 16 septembre 2011, d'une Feuille de Route pour la sortie de crise à Madagascar, accord politique résumant l'engagement des principaux protagonistes politiques à œuvrer pour la restauration de l'ordre constitutionnel et au retour de la stabilité politique compromise depuis 2009 par l'éviction du pouvoir de l'ex-président Marc Ravalomanana.

Entre autres mesures adoptées figure l'adoption d'une nouvelle loi sur les partis politiques telle que prévu au point 12 de la Feuille de Route. Cette dernière, datée du 18 août 2011, reconnaît aux partis politiques le droit de participer « seuls ou avec d'autres aux élections nationales, provinciales, régionales et locales » (Art. 24).

Ce rôle de participation ne se cantonne plus à l'unique présentation mécanique, comme cela est d'usage bien souvent, des personnalités devant concourir au suffrage des électeurs. Les processus électoraux modernes imposent aux partis et candidats d'agir à toutes les étapes du processus électoral dans le sens d'assurer la protection des intérêts des candidats ainsi présentés par un contrôle qualitatif des opérations électorales.

Ainsi, un tel contrôle ne saurait être l'exclusivité de l'Administration électorale (pour ce qui est du contrôle et de l'évaluation interne de ses actions), des électeurs, de la société civile, des médias, ou encore de la communauté internationale. Les partis politiques sont appelés de plus en plus à y jouer un rôle fondamental, consistant notamment dans le déploiement d'agents appelés à surveiller, tout comme les observateurs de la société

civile, la réalisation des activités et opérations électorales : les délégués de partis ou de candidats.

Cette surveillance partisane du processus électoral doit toutefois, pour être efficace dans le sens de préserver l'intégrité du processus, porter sur l'ensemble des opérations du cycle électoral et va donc au-delà de la simple formation et du déploiement de volontaires dans les bureaux le jour du vote. Elle implique, par ailleurs, que le leadership des partis puisse aussi se mobiliser, autant que faire se peut, à toutes les étapes du processus devant conduire à la désignation des élus afin d'en avoir un jugement qualitatif global et compréhensif. C'est en cela seulement qu'ils (partis politiques, candidats et délégués) contribueront efficacement à réduire les risques d'irrégularité préjudiciables à leurs intérêts partisans. Les délégués et leurs partis sont ainsi appelés à faire un travail technique qui requiert une bonne planification et un certain professionnalisme.

Ce manuel est conçu pour assister les participants aux formations du projet de renforcement des capacités des partis politiques malgaches à bien comprendre le rôle que les partis et leurs délégués sont appelés à jouer dans la préservation de l'intégrité du processus électoral. Il vise également à les doter des rudiments techniques nécessaires pour préparer ceux de leurs membres préposés à les représenter à chaque étape déterminante du jeu électoral afin que ces derniers puissent s'acquitter convenablement de leur tâche.

Ce manuel a été conçu et élaboré par Lucien Toulou et Aimé Konan Kouadio sur la base des textes régissant l'organisation des élections à Madagascar et de l'expertise accumulée au fil des ans par EISA et ses partenaires dans le cadre de l'assistance technique aux partis politiques. Il a été développé dans le cadre du programme de renforcement du processus électoral et démocratique dans la région de la SADC sur un financement de l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA).

Le manuel comporte deux grandes parties dont la première porte sur les notions politiques et juridiques de bases nécessaires à la compréhension du processus électoral et du rôle de ses acteurs principaux. La seconde partie, quant à elle, évoque les questions méthodologiques indispensables à une surveillance efficace du processus électoral.

Il reste à espérer que les partis politiques y trouveront à la fois un guide et des réponses pratiques aux questions qu'ils se posent sur l'architecture technique du processus électoral mais aussi et surtout en matière de planification, de déploiement et de coordination de leurs efforts en vue d'élections dont les résultats soient acceptés par tous.

## Note aux utilisateurs

Ce manuel a été préparé en vue d'une formation des formateurs des délégués de candidats partis ou groupements politiques. Il s'agit d'un condensé de thèmes propres à favoriser le développement d'une culture démocratique et l'appropriation de notions générales et techniques quant au processus électoral mais aussi en matière de méthodologie de la surveillance partisane des élections.

La formation est prévue pour se dérouler sur trois jours et peut apparaître lourde pour certains participants. Il appartient donc aux formateurs (au nombre de deux ou trois) de privilégier une approche participative de nature à faciliter le processus d'apprentissage. Il s'agit, en interaction avec les participants, d'évoquer sans parti-pris les pratiques de leurs organisations politiques, dans une perspective de partage d'expériences et de dégager des principes en vue d'améliorer les choses (meilleures pratiques).

A cette fin, chaque session comporte des indications méthodologiques destinées à garantir les échanges et la contribution des participants. Le rôle du formateur sera donc de faciliter le processus d'apprentissage en permettant aux participants d'échanger leurs idées, connaissances et expériences tout en canalisant les débats et en fournissant ou précisant toute information pertinente.

Outre un exemplaire de ce manuel, les outils suivants seront nécessaires à une bonne répercussion des connaissances acquises :

1. Fiche de présence
2. Papier pour tableau de conférence
3. Pâte adhésive
4. Autocollants (pour les badges)
5. Marqueurs
6. Formulaire d'évaluation
7. Papier, stylos et crayons pour les participants.

Ce manuel devrait être utilisé comme guide, pour s'assurer que les participants reçoivent des informations correctes et pertinentes, de manière à ce qu'ils puissent remplir et assumer avec confiance et professionnalisme leur rôle de militant, délégué à la protection des intérêts de leurs partis ou candidats dans le processus électoral.

Pour poser le cadre d'un apprentissage fructueux et participatif, une activité préliminaire devrait être menée en vue de favoriser la présentation des uns et des autres, identifier les attentes des participants par rapport



à la formation mais aussi dégager des normes devant garantir la bonne conduite des travaux. Les exercices d'échauffement ci-après pourraient être utiles à cet effet.

## Exercice d'échauffement A

### Étape 1

Prendre un morceau de journal et en faire une boule. Dire aux participants que vous allez jeter la boule à l'un d'entre eux. Lorsqu'il l'attrape, il devra dire son prénom et son nom ainsi le nombre d'années d'expérience qu'il a accumulées en tant que formateur.

### Étape 2

Le participant qui a attrapé la boule et qui s'est présenté devra ensuite la lancer à un autre membre du groupe. S'assurer que chacun a attrapé la boule au moins une fois, c'est-à-dire que chacun aura eu l'opportunité, au moins une fois, d'intervenir.

### Étape 3

Noter sur une feuille de papier le nombre d'années d'expérience de chacun des participants et ensuite additionner toutes les années. Cela fournira au total le nombre d'années d'expérience du groupe tout entier. Par exemple :

Malala	4 ans
Niaina	6 ans
Fanja	8 ans
Ony	3 ans
Total	21 ans

### Étape 4

Après cet exercice, demander aux participants de s'asseoir et de dire, à tour de rôle, à quelle organisation ils appartiennent et mentionner deux de leurs attentes par rapport à la formation.

## Exercice d'échauffement B

Cette activité peut être réalisée de deux manières :

- En utilisant des images dont le nombre doit être égal à la moitié du nombre de participants à la formation. Celles-ci devront être découpées en deux, équivalant ainsi au nombre total de participants.
- En utilisant des feuilles A4 vierges d'un nombre égal à la moitié de participants présents. Sur ces feuilles, écrire des mots relevant de la nomenclature électorale et politique (élections, gouvernement, politique, vote, campagne...). Chaque feuille A4 devra être découpée en deux, correspondant ainsi au nombre total de participants.

### Étape 1

Demander aux participants de regarder la «demi-image» ou le «demi-mot» en leur possession et les inviter à trouver le «partenaire» correspondant à l'autre moitié de la pièce en leur possession. Une fois le partenaire trouvé, ils s'assièront ensemble durant toute la durée de la formation.

### Étape 2

Donner aux participants, à l'intérieur de chaque paire, environ 10 à 15 minutes pour partager les informations suivantes :

- Se présenter l'un à l'autre (nom et prénoms) ;
- Indiquer le genre de travail qu'ils font ;
- Partager leur expérience des élections ;
- Exprimer ce qu'ils ressentent à propos des élections ;
- Identifier une attente par rapport à l'atelier.

Demander à chacun de présenter son ou sa partenaire avec les informations partagées ci-dessus et noter les attentes sur le tableau papier.

### Étape 3

Parcourir les attentes et inviter les participants à ajouter toute autre n'ayant pas été mentionnée. Clarifier les attentes, si nécessaire.

### Étape 4

Expliquer que dans la mesure où tous, vous êtes appelés à passer trois jours ensemble, il s'impose la nécessité de poser des normes destinées à assurer la bonne conduite des activités.

Inviter les participants à suggérer les « normes » ou les « règles » qui

pourraient aider au processus d'apprentissage. Une dizaine de normes pourrait ainsi se dégager et être sanctionnée par l'expression « Éviter toute attitude de nature à compromettre la bonne tenue ou conduite des activités » (norme générale de conduite faisant l'économie de toutes les autres et rassemblant toutes celles qui n'auraient pas été citées).

## Étape 5

Mentionner l'ensemble des normes énoncées sur un tableau flipchart et après les avoir parcourues ou relues, solliciter leur adoption par acclamation du groupe.

## Étape 6

Les normes adoptées, il s'agira ensuite de procéder à la désignation d'un « gardien » en charge de veiller à leur respect et éventuellement d'interpeller tout contrevenant.

Faire preuve d'un esprit démocratique dans le cadre de la désignation du gardien des normes en y insérant de l'humour ainsi que de la légèreté. Il faut noter que dans certains processus d'apprentissage, des « sanctions symboliques » peuvent être appliquées aux contrevenants. Il s'agit par exemple de l'obligation d'effectuer une danse, l'acclamation par les autres participants, le paiement d'un franc symbolique.

Passé cette étape introductive, la formation pourra débuter en parcourant l'ensemble des thèmes au programme.

# Programme de la formation

La formation est prévue pour se tenir sur trois jours consacrés à l'exploration des différents thèmes proposés. Elle s'articule autour du programme ci-après :

PARTIE	SESSION	HEURE Début	HEURE Fin
<b>JOUR I</b>			
<b>I. Démocratie, Elections et Partis politiques</b>	Introduction, attentes et normes du groupe	8h30	9h15
	Démocratie et élections	9h15	10h15
	PAUSE CAFE	10h15	10h30
	Cycle électoral	10h30	11h30
	Cadre normatif des élections à Madagascar (1)	11h30	13h00
	PAUSE DEJEUNER	13h00	14h30
	Cadre normatif des élections à Madagascar (2)	14h30	16h00
<b>FIN DU JOUR I</b>			
<b>JOUR II</b>			
<b>I. Démocratie, Elections et Partis politiques (suite)</b>	Récapitulatif du jour I	8h30	9h15
	Principaux acteurs du processus électoral	9h15	10h30
	PAUSE CAFE	10h30	10h45
	Indicateurs d'élections libres et équitables	10h45	12h30
	PAUSE DEJEUNER	12h30	14h00
<b>II. Considérations méthodologiques</b>	Rôle des délégués de partis/candidats dans les bureaux de vote	14h00	15h00
	Recrutement des délégués	15h00	16h00
<b>FIN DU JOUR II</b>			
<b>JOUR III</b>			
<b>II. Considérations méthodologiques (suite)</b>	Récapitulatif du jour II	8h30	9h00
	Formation des délégués	9h00	10h00
	PAUSE CAFÉ	10h00	10h15
	Déploiement des délégués	10h15	11h15
	Collecte de l'information (1)	11h15	12h30
	PAUSE DÉJEUNER	12h30	14h00
	Collecte de l'information (2)	14h00	15h30
	Études de cas et rapports	15h30	16h30
<b>COLLATION ET FIN DE LA FORMATION</b>			

# PARTIE 1

## DÉMOCRATIE, ÉLECTIONS ET PARTIS POLITIQUES

Les délégués de partis ou de candidats, en raison des tâches qui sont les leurs, sont des acteurs politiques majeurs du processus électoral mais aussi de l'ensemble du jeu démocratique. Il est important que les personnes désignées à cet effet, qui ne sont ou ne devraient être rien d'autres que des militants ou sympathisants politiques s'approprient les règles générales d'un tel processus.

Cette partie porte sur des généralités en rapport avec le rôle des partis politiques autant que des élections dans le processus démocratique. Elle vise à renforcer la culture démocratique des personnes pressenties aux fonctions de délégués d'un parti ou candidat et asseoir une compréhension du rôle de ces derniers mais aussi des autres acteurs dans le jeu électoral et le processus démocratique à Madagascar.

Elle aborde ainsi les thèmes suivants :

- La démocratie et élections ;
- Le cycle électoral ;
- Le cadre juridique et institutionnel des élections à Madagascar ;
- Les principaux acteurs du processus électoral ;
- Les indicateurs d'élections libres et équitables.

## Session 1

### Démocratie et élections

#### Objectifs

A la fin de ce module, les participants doivent être à mesure d' :

- Expliquer, avec leurs propres mots, leur vision et leur propre expérience de la démocratie ;
- Expliquer le rôle des citoyens dans une société démocratique ;
- Expliquer pourquoi la participation électorale est une composante essentielle de la démocratie.

#### Introduction

Les participants vont réfléchir en profondeur sur les notions de démocratie et d'élections. Cet échange informera leur conception de la démocratie et le rôle que jouent les élections dans un gouvernement démocratique.

#### Étape 1

Invitez les participants à se mettre en situation et à présenter les arguments des différents personnages du jeu de rôle.

#### Étape 2

Invitez les participants, tout en les guidant, à discuter des avantages et des inconvénients de la position de chacun, déterminer la position qui se rapproche le plus de leurs propres opinions et identifier la proposition la plus susceptible de déboucher sur un gouvernement de nature démocratique.

### Qui va gouverner les naufragés sur une île déserte ?

Vingt-six personnes, 15 adultes, 8 hommes et 7 femmes, et 11 enfants, de moins de 18 ans, sont à la dérive dans l'océan après que leur bateau eut coulé pendant un terrible orage. Au bout de cinq jours, ils arrivent enfin sur une île déserte. Il y'a de la nourriture et de l'eau, mais l'île est inhabitée.

Que doivent-ils faire pour survivre jusqu'à ce que les secours arrivent ?

Tout le monde est d'accord qu'il faudrait des règles de façon à pouvoir s'entendre et vivre en sécurité. Mais qui va élaborer ces règles ?

Niaina, 35 ans, est le premier à prendre la parole :

*« Je suis le plus âgé et le plus fort, donc je sais mieux que tout le monde comment assurer notre protection ! À partir de maintenant, c'est moi qui commande ! »*

Fanja, 12 ans, n'est pas d'accord :

*« Tout le monde, y compris les plus jeunes, devrait décider et approuver chaque règle et chaque décision ! Leurs opinions comptent aussi. Tout le monde doit avoir son mot à dire et on n'a pas besoin de gens autoritaires pour nous donner des ordres. »*

Rojo, 20 ans, a une autre opinion :

*« Nous sommes trop nombreux pour que tout le monde puisse être consulté avant de prendre la moindre décision. Nous risquons de passer tout notre temps à discuter. Il faudrait plutôt élire des gens pour nous représenter. Nous pouvons tous être des représentants mais nous devons préalablement être élus. »*

Pour Nirina, certains sont trop jeunes pour prendre des décisions :

*« Seuls les adultes doivent voter et élaborer des règles qui s'appliquent à tous. »*

Nary est contrarié par tout ce débat :

*« Depuis quand est-ce que les femmes et les enfants parlent au milieu des hommes ? Ce sont les hommes qui décident ici, un point c'est tout ! »*

### QU'EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE ?

Il n'existe pas de modèle type ni de définition univoque de la démocratie. La démocratie est à la fois un régime politique, un modèle de régulation de l'espace public et un horizon politique. Du point de vue de son origine, le mot « démocratie » vient du grec « demos » (peuple) et « kratos » (autorité/pouvoir). Ce qui permet de lier pouvoir, autorité et prise de décision par le peuple. Ainsi, la démocratie sera conçue selon une formulation attribuée à Abraham Lincoln comme « le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple ».

Pourtant, face à la difficulté de voir une telle définition s'appliquer dans les faits, de nombreuses autres acceptions ont prospéré qui présentent le plus souvent la démocratie comme le « pouvoir du peuple par une élite issue du peuple » ou encore un « système de gouvernement où la souveraineté revient au peuple qui l'exerce à travers des représentants élus ». Dans tous les cas, un gouvernement qui se veut démocratique doit être l'expression de la volonté de la majorité, être responsable devant les citoyens et rendre périodiquement compte de ses activités. Un gouvernement démocratique ne représente pas que les intérêts de la majorité qui a voté pour lui ; il doit aussi garantir les droits de la minorité.

Il y'a deux grands types de démocratie : la démocratie directe et la démocratie indirecte ou démocratie représentative :

**La démocratie directe :** C'est le modèle de démocratie qui était pratiquée dans la Grèce antique. Dans une démocratie directe, le peuple participe directement au gouvernement. Ainsi, en Grèce, la majorité des activités quotidiennes du gouvernement était assurée par un conseil de citoyens. Même si ce conseil décidait, toutes les questions importantes étaient soumises au vote d'une Assemblée composée de tous les citoyens. La démocratie directe de la Grèce était considérée comme une forme idéale de démocratie : elle exigeait un niveau élevé de participation de la part de chaque citoyen. Cependant, ce système était loin d'être parfait. Les femmes, les esclaves et les étrangers en étaient exclus car ils n'étaient pas considérés comme des citoyens. D'un autre côté, pour fonctionner, le système demandait beaucoup de temps pour prendre la moindre décision car il fallait voter sur pratiquement tous les sujets. Aujourd'hui, l'exercice de la démocratie directe est impossible au niveau national. La plupart des pays compte des millions d'habitants et tous les citoyens ne peuvent pas participer directement au processus de prise de décision.

**La démocratie représentative :** c'est le type de démocratie le plus répandu de nos jours. Dans une démocratie représentative, le peuple élit des représentants qui sont chargés de gouverner en son nom. Les représentants doivent répondre de leurs actes devant les citoyens au cours d'élections périodiques. La démocratie représentative est souvent assimilée à une forme de démocratie passive dans la mesure où les citoyens ne jouent pas un rôle actif dans le processus de prise de décision.

Les éléments fondamentaux d'une démocratie

- Des élections multipartites et périodiques ;
- Le pluralisme politique et la tolérance de la diversité ;
- Le respect des droits civils et politiques ;
- La redevabilité, la transparence et la participation ;



- La séparation et l'équilibre des pouvoirs ;
- La décentralisation ;
- L'égalité de genre ;
- L'indépendance de la justice ;
- Une presse libre et indépendante.

### UNE ÉLECTION, C'EST :

- Une procédure spécifique pour désigner des dirigeants et indirectement sélectionner des orientations et des projets de société ;
- Un mandat donné de diriger au nom d'un groupe pour une période limitée.

Il existe plusieurs catégories d'élections selon les niveaux où s'opère la désignation des dirigeants et selon la nature des responsabilités qui incombent aux personnes élues :

- L'élection présidentielle ;
- Les élections législatives ;
- Les élections locales ;
- Les élections professionnelles.

On parlera aussi d'élections primaires, d'élections périodiques, d'élections partielles, d'élections anticipées, d'élections post-crise ou d'élections de sortie de crise.

### LES PRINCIPALES FONCTIONS D'UNE ÉLECTION :

- Conférer la légitimité à un système politique ou à un gouvernement ;
- Assurer le transfert de la confiance des citoyens à des personnes ou à des partis ;
- Assurer la transmission du pouvoir d'un groupe à un autre de manière pacifique et régulée ;
- Sélectionner et recruter les dirigeants ;
- Assurer la mobilisation, l'information et l'éducation de l'électorat ;
- Servir de cadre à la compétition pour la conquête du pouvoir ;
- Permettre la gestion des conflits politiques par le recours à des moyens pacifiques ;
- Permettre la représentation des opinions et des intérêts des électeurs ;
- Donner la possibilité aux citoyens de contrôler leurs dirigeants soit en les sanctionnant soit en leur renouvelant leur confiance ;
- Permettre d'influencer les politiques publiques et les autres programmes du gouvernement ;
- Permettre de dégager une majorité qui va gouverner et une opposition capable de contrôler le gouvernement et de prendre la relève.

## LE RÔLE DES ÉLECTIONS DANS UNE DÉMOCRATIE

L'organisation d'« élections libres et équitables » ne constitue pas le seul baromètre utilisé pour déterminer si un pays est démocratique ou ne l'est pas.

Les élections sont un élément intrinsèque au développement et à la consolidation de la démocratie, mais elles ne peuvent pas déterminer à elles seules si un pays ou un régime est ou non démocratique

Dans certains pays, on observe une certaine tendance à accorder une importance démesurée au processus démocratique par l'organisation régulière des élections, dans un contexte où l'opposition est autorisée à opérer avec une liberté relative. Au moment des élections, les observateurs (surtout ceux déployés par la communauté internationale) arrivent quelques jours avant le scrutin et partent rapidement après, en déclarant que les élections étaient libres et équitables (l'illusion de l'électoralisme : l'élection est perçue comme l'alpha et l'oméga de la démocratie).

Mais pendant les périodes entre les élections, les libertés civiles et les droits politiques sont limités et l'État fait preuve d'un très faible engagement, voir d'aucuns, au maintien des éléments fondamentaux d'une démocratie. Cela illustre clairement le fait que l'organisation des élections à un rythme régulier ne devrait pas être le seul facteur permettant de déterminer si un pays est démocratique ou non.

Il est possible d'avoir des élections périodiques sans qu'il y ait nécessairement démocratie. Il est cependant juste d'affirmer que la démocratie n'est pas possible sans élections.

## LES PARTIS POLITIQUES DANS LE JEU DÉMOCRATIQUE

Les partis politiques sont généralement définis comme étant des organisations durables ayant une présence au niveau national et au plan et dont l'objectif est de conquérir le pouvoir, seul ou avec d'autres, en recherchant du soutien populaire.

Ainsi définis, les partis politiques se distinguent par différents caractères:

- Une organisation durable
- Une organisation complète s'étendant tant au niveau national que local
- La prétention au pouvoir
- Le besoin d'un soutien populaire

La Constitution malgache qui reconnaît le principe de la liberté des partis politiques, confère leur définition et les conditions de leur création à la loi (Art 14 de la Constitution)

La loi n° 2011-012 sur les partis politiques fournit une définition de la notion en son Art 2:

« Les partis politiques désignent tout groupement de citoyens ayant en commun un projet de société, partageant la même idéologie et poursuivant les mêmes objectifs, aux fins de défendre et de mettre en œuvre un programme politique pour le développement socio-économique et culturel de la nation par l'exercice de la représentation au sein des différentes institutions au niveau local, régional, provincial et national »

Trois grandes fonctions peuvent être assignées aux partis politiques:

- La formation et le développement de la conscience politique : Ils concourent à la formation et l'information des citoyens sur le système politique.

L'Art 2 de la loi malgache sur les partis politiques souligne cet aspect en ces termes:

*« ils concourent...à l'expression du suffrage...à travers la participation aux élections, l'éducation civique et politique et l'encouragement de la participation des citoyens à la vie publique et politique »*

- Le renouvellement de l'élite politique par le choix des candidats aux différentes élections;
- L'encadrement des élus: du contact permanent entre élus et partis les ayant soutenu, il naît une forme d'encadrement source de discipline de vote (distinction partis souple/partis rigides)

## Session 2

# Le cycle électoral

### Objectifs

A la fin de ce module, les participants :

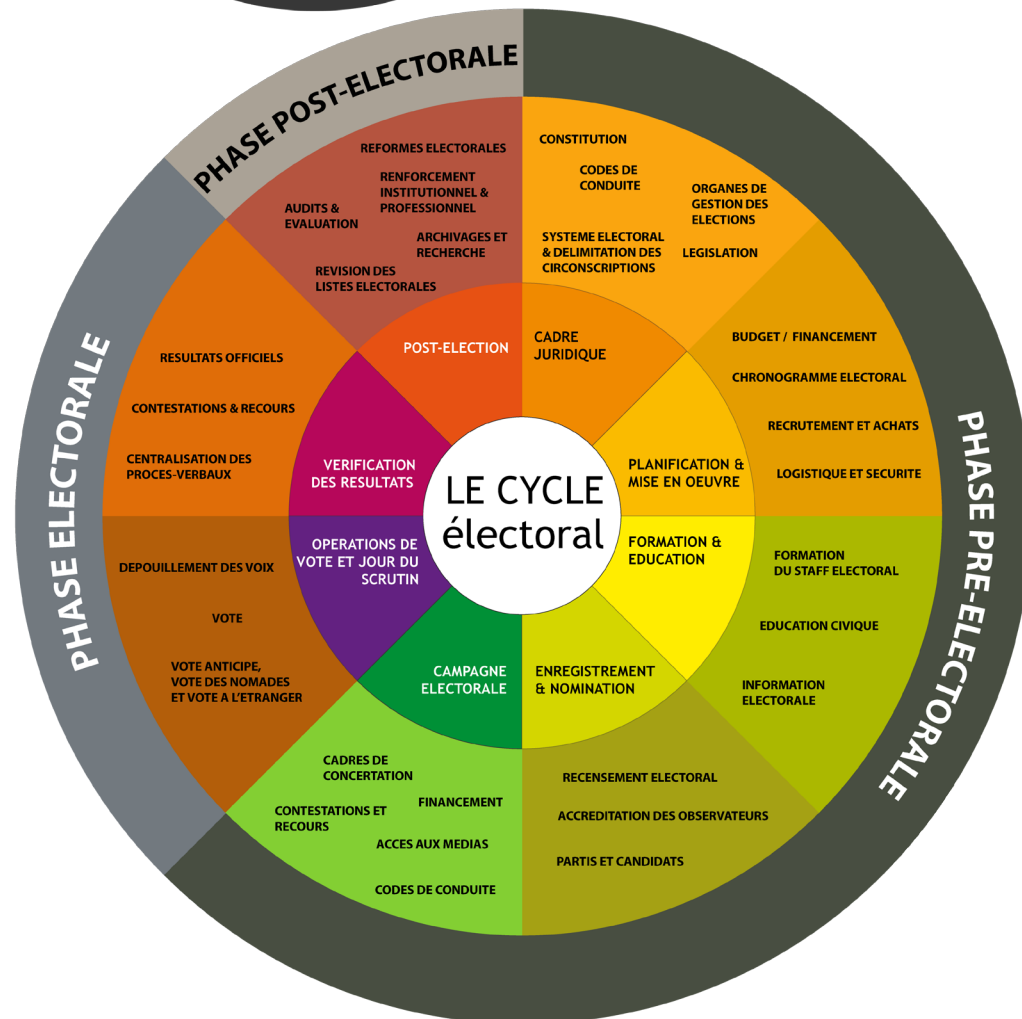
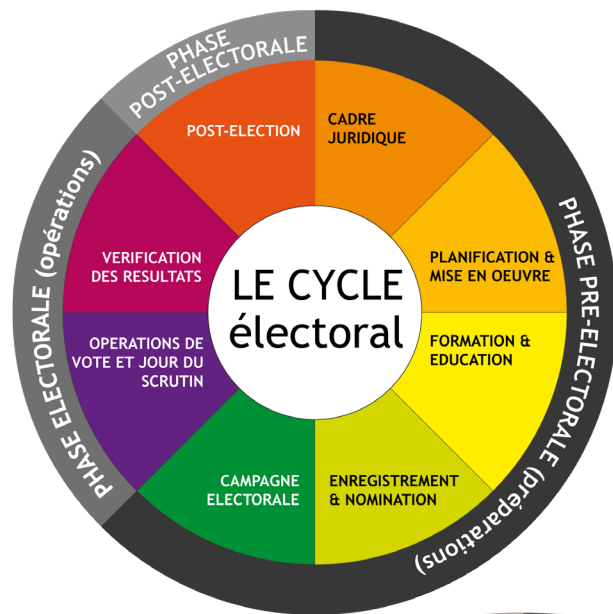
- ➔ Devront comprendre qu'une élection n'est pas un événement ponctuel mais un processus ;
- ➔ Seront capables d'identifier les trois principales phases du processus électoral et les différentes opérations qui y sont associées ;
- ➔ Pourront mieux envisager la planification et l'articulation de l'observation des élections avec le calendrier électoral et le chronogramme des activités de la CENIT.

### Introduction

L'élection se déroule certes sur un ou plusieurs jours mais elle ne se limite pas aux opérations de vote le jour du scrutin; c'est un processus qui comprend, entre autres choses :

- L'élaboration et l'adoption de la législation qui devra régir l'organisation des élections ;
- Le recrutement et la formation du personnel électoral ;
- La planification électorale ;
- L'inscription des électeurs sur la liste électorale;
- L'enregistrement des partis politiques ;
- La nomination des candidats ;
- La campagne électorale ;
- La mise en place des bureaux de vote ;
- Les procédures de vote (le scrutin) ;
- Le dépouillement des voix ;
- La centralisation et la vérification des procès-verbaux ;
- La proclamation des résultats ;
- La résolution des différends électoraux ;
- La révision des listes électorales, l'audit, l'évaluation et les réformes électorales.

Après la fin d'un processus électoral, il est souhaitable de commencer à travailler déjà sur le prochain processus. C'est l'ensemble de toutes les étapes du processus qui est décrit ici comme étant le cycle électoral.



## Session 3 : Cadre normatif des élections à Madagascar

### Objectifs

A la fin de la session, les participants devront:

- ➔ Être familiers avec divers instruments juridiques utilisés au niveau international pour évaluer les processus électoraux ;
- ➔ Être au fait des meilleures pratiques en matière d'organisation des élections ;
- ➔ Avoir une vue générale du contexte dans lequel les élections se déroulent à Madagascar ;
- ➔ Être familiers avec la Constitution, le code électoral et ses lois spécifiques et la Feuille de route du 15 septembre 2011.

### Introduction

Cette activité décrit brièvement le contexte institutionnel et juridique dans lequel le processus électoral se déroule à Madagascar et présente l'entité responsable de l'organisation des élections. Elle doit permettre aux participants de placer et de comprendre le processus électoral dans son contexte.

### Étape 1

Invitez les participants à recenser les principaux instruments juridiques qui définissent les principes de base en matière d'organisation des élections et leur faire comprendre quel rôle jouent ces principes à côté de la législation nationale.

### Étape 2

Invitez les participants, tout en les guidant, à discuter les aspects les plus importants de la Constitution malgache, du Code Electoral et de la Feuille de route du 15 septembre 2011, notamment le régime politique et institutionnel, le système électoral et les organes responsables de la gestion du processus électoral.

## LES STANDARDS INTERNATIONAUX, CONTINENTAUX ET SOUS-RÉGIONAUX D'ORGANISATION DES ÉLECTIONS

Toute observation électorale devrait indiquer clairement l'échelle de mesure utilisée pour évaluer les opérations électorales. S'il est important de déterminer dans quelle mesure des élections respectent les règles du pays, il ne s'agit que d'un niveau d'analyse, étant donné que les règles d'un pays peuvent présenter des défauts. Afin de bien comprendre l'ensemble du processus électoral, il est nécessaire de le considérer dans le contexte des normes régionales et internationales, en particulier les engagements relatifs aux droits de l'homme auxquels le pays est partie prenante.

Il est cependant utile de ne pas confondre les standards internationaux avec les meilleures pratiques en matière d'organisation des élections démocratiques. Les meilleures pratiques sont des usages communément répandues, les leçons apprises et les expériences tirées de processus électoraux dans divers pays. Quant aux standards, ils découlent d'obligations fondamentales des Etats établies dans les traités internationaux, les conventions et d'autres sources du droit international public.

Des standards internationaux, pour quoi faire ?

1. Rappeler aux Etats leurs obligations vis-à-vis des textes internationaux auxquels ils ont volontairement adhéré en les signant ou en les ratifiant ;
2. Identifier des principes de base reconnus, objectifs et transparents qui servent à l'évaluation des processus électoraux ;
3. Avoir des instruments d'évaluation des élections qui s'appliquent à tous les pays indépendamment de leur diversité, de leur niveau de démocratisation et de développement ;
4. Définir un ensemble d'objectifs et d'idéaux en matière d'organisation d'élections que tous les pays doivent s'efforcer d'atteindre ;
5. Contribuer à encourager le dialogue entre les Etats et à disséminer les meilleures pratiques en matière d'organisation des élections démocratiques

Les instruments universels adoptés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sont une importante source d'inspiration pour les délégués de partis politiques. Généralement, ces textes sont le fruit de négociations et d'échanges diplomatiques entre les Etats membres et bénéficient, de ce fait, d'une large publicité au niveau international. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1948, est le principal instrument universel qui pose les bases d'une élection honnête en garantissant les droits des citoyens à participer pleinement à la gestion des affaires publiques.

### *Déclaration universelle des droits de l'homme, Article 21*

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

En plus de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 signé et ratifié par plus de 160 Etats garantit la liberté d'expression et d'opinion, la liberté d'association et de réunion, ainsi que le droit de vote.

### *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*

#### *Article 19*

1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.
2. Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une formule orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.
3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires :
  - (a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui ;
  - (b) à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

#### *Article 21*

Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui.

#### *Article 22*

1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.
2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui...

### Article 25

Tout citoyen a le droit et la possibilité...

(a) de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis ;

(b) de voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs ;

(c) d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

D'autres textes de référence comprennent la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discriminations raciales (CERD), la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes (CEDEF) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

## LES STANDARDS INTERNATIONAUX

### 1. Des élections périodiques

- Des élections ont-elles lieu ?
- Après combien de temps ?
- L'intervalle entre deux élections est-il raisonnable ?
- Des procédures spécifiques existent-elles pour convoquer les élections ?

### 2. Des élections honnêtes

- Une compétition véritable ;
- Des droits fondamentaux garantis ;
- Une administration électorale indépendante et impartiale ;
- Un processus électoral bénéficiant de la confiance des citoyens.

### 3. Le droit de se porter candidat

- Tous les candidats ont des chances égales d'être éligibles ;
- Les restrictions au droit de se porter candidat doivent être objectives et raisonnables ;
- L'exclusion de certains groupes ou candidats ne doit pas se faire sur une base discriminatoire (ex. éducation, résidence, affiliation politique, etc.) ;
- Nul ne doit être discriminé ou désavantagé à cause de sa candidature ;
- Les conditions de nomination des candidats doivent être objectives (enregistrement, caution, signatures, etc.) ;
- Les femmes et les minorités ne doivent pas être exclues.

### 4. Le droit de vote

- Tous ceux qui ont le droit de vote doivent exercer ce droit à travers la liberté d'expression, de réunion et d'association ;
- L'Etat doit tout mettre en œuvre pour rendre le droit de vote effectif et doit prendre des mesures positives pour éliminer toutes les entraves à l'expression de ce droit. Ces entraves incluent le niveau d'instruction, les barrières linguistiques, la pauvreté et les obstacles à la liberté de mouvement ;
- L'information et le matériel électoral doivent être disponibles dans les langues locales. Les photos, images et autres symboles doivent être utilisés pour s'assurer que les illettrés ont accès à l'information.

### 5. Le suffrage universel

- Tous les citoyens doivent avoir leur droit de vote garanti par la loi ;
- Toute restriction au droit de vote (ex. âge minimum, conditions de résidence) doit être raisonnable ;
- Les détenus non condamnés ne doivent pas être exclus du vote ;
- Les restrictions basées sur le handicap, le niveau d'instruction et la propriété ne sont pas raisonnables.

### 6. L'égalité du suffrage

- Tous les électeurs ont un nombre égal de voix : (un(e) électeur(trice), une voix) ;



- Le vote d'un électeur doit être égal au vote d'un autre ;
- Le système de délimitation des circonscriptions et de répartition des sièges ne doit pas être de nature à limiter le droit des citoyens à désigner leurs représentants ;
- Les autorités doivent prendre des mesures effectives pour s'assurer que tous les citoyens éligibles exercent leur droit de vote sans aucune obstruction à travers une inscription sur les listes et une information électorale effectuées sans aucune obstruction ;
- Le recensement électoral doit être fiable et bénéficier de la confiance des citoyens.

#### 7. Le vote secret

- Les électeurs ont droit au secret du vote et l'Etat doit prendre les mesures appropriées pour garantir ce secret ;
- Les électeurs doivent être protégés contre toute forme de contrainte visant à les obliger à dévoiler pour qui ils vont voter ou pour qui ils ont voté ;
- L'assistance apportée aux électeurs nécessiteux (handicapés, aveugles, analphabètes, etc) doit être indépendante ;
- Les électeurs doivent être informés de ce que leur vote secret est garanti.

#### 8. La libre expression de la volonté des électeurs

- Les électeurs doivent exercer leur choix à l'abri de toute forme d'influence et de contrainte de nature à entraver ou inhiber la libre expression de leur volonté ;
- Les électeurs doivent être capables d'avoir et d'exprimer leurs opinions de manière indépendante, à l'abri de toute sorte de violence ou menace de violence, de toute forme d'intimidation ou d'interférence ;
- Les électeurs doivent être protégés contre toute forme d'interférence illégale ou arbitraire vis-à-vis du processus électoral ;
- Les résultats des élections doivent être respectés et exécutés ;
- La sécurité du matériel électoral doit être garanti ;
- Le dépouillement doit se faire en présence des représentants des candidats ;
- Les votes doivent être dépouillés et enregistrés de manière fiable et honnête ;
- Les personnes élues doivent être investies dans leurs positions.

## LES STANDARDS CONTINENTAUX

Contrairement aux instruments universels adoptés au niveau de l'ONU, les instruments régionaux s'appliquent aux pays membres des organisations régionales telles que l'Union Africaine, l'Organisation des Etats Américains, l'Union Européenne ou les pays du Commonwealth.

### ***La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples***

- Adoptée en 1981 ;
- Le droit des citoyens à la participation est reconnu à l'article 13.

### ***La Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique***

Adoptée le 08 juillet 2002 à Durban, en Afrique du sud, elle définit les principes des élections démocratiques.

#### Article 4

Les élections démocratiques doivent :

- a. être conduites de façon libre et régulière ;
- b. être conformes à des constitutions démocratiques et aux textes de loi y afférents ;
- c. s'inscrire dans un système de séparation des pouvoirs qui garantit en particulier l'indépendance du judiciaire ;
- d. avoir lieu à des intervalles réguliers, conformément aux dispositions y afférentes des constitutions nationales ;
- e. être conduites par des institutions intégratrices, compétentes et transparentes, pourvues d'un personnel bien formé et de la logistique nécessaire.

### ***La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance***

Adoptée par la huitième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat de l'Union Africaine le 30 janvier 2007 à Addis Abeba, en Ethiopie.

#### Article 17

Les Etats parties réaffirment leur engagement à tenir régulièrement des élections transparentes, libres et justes conformément à la Déclaration de l'Union sur les Principes régissant les Elections démocratiques en Afrique.

A ces fins, tout Etat partie doit :

1. Créer et renforcer les organes électoraux nationaux indépendants et impartiaux, chargés de la gestion des élections ;

2. Créer et renforcer les mécanismes nationaux pour régler, dans les meilleurs délais, le contentieux électoral ;
3. Faire en sorte que les partis et les candidats qui participent aux élections aient un accès équitable aux médias d'Etat, pendant les élections ;
4. Adopter un code de conduite qui lie les partis politiques légalement reconnus, le gouvernement et les autres acteurs politiques avant, pendant et après les élections. Ce code contient un engagement des acteurs politiques à accepter les résultats des élections ou de les contester par des voies exclusivement légales.

### **La SADC et les élections dans les Etats membres**

Au niveau sous-régional, la Communauté de développement pour l'Afrique australe (SADC) et son Forum parlementaire (deux organisations autonomes) s'emploient activement à promouvoir les critères électoraux.

La SADC elle-même a adopté les « Principes et orientations régissant les élections démocratiques » lors du Sommet de l'Île Maurice en septembre 2004. Le premier desdits principes insiste sur la nécessité « d'une participation pleine et entière des citoyens au processus politique », première des conditions lors de la conduite d'élections, sans oublier l'impartialité des institutions électorales, l'éducation des électeurs, l'acceptation et le respect des résultats des élections « proclamées libres et régulières par les autorités électorales nationales compétentes, conformément à la législation du pays ».

Les mêmes orientations décrivent en détail les droits et obligations des observateurs SADC et se terminent par une énumération exhaustive des responsabilités de l'État organisant l'élection. Il appartient, à l'État non seulement de faire respecter les droits « traditionnels » civils et politiques des personnes et des partis, mais aussi de mettre en œuvre les opérations nécessaires aux niveaux institutionnel, programmatique et logistique afin d'assurer le succès de l'élection. Enfin, une mention spéciale rappelle la nécessité « de favoriser la participation des femmes, des handicapés et des jeunes à tous les aspects du processus électoral... ».

(Guy S. Goodwin-Gill, *Elections libres et régulières, Union Interparlementaire, Genève, 2006*)

### **La Constitution**

- Consacre le principe des élections libres et démocratiques (préambule) ;
- Retient l'élection comme seul moyen ou mode légitime de conquête du pouvoir ;
- Définit les conditions d'élection du Président de la République ;
- Fait du peuple la source première de la souveraineté (article 5) ;
- Consacre la liberté de formation et d'activités des partis politiques (article 14 al. 2).

### **La loi n°2011 – 012 relative aux partis politiques ainsi que celle n°2011 – 013 portant statut de l'opposition**

- Détermine les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement, (articles 5 à 19) ;
- Le parti politique est une association à but non lucratif dans laquelle des citoyens malgaches se regroupent autour d'un projet de société et d'un programme politique (article 2) ;
- Consacre la liberté d'action des partis politiques sur l'étendue du territoire national ;
- Définit le rôle des partis politiques dans l'expression du suffrage ainsi que leurs droits et obligations

### **DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIS POLITIQUES**

(SUIVANT LES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES PARTIS POLITIQUES ET CELLE PORTANT STATUT DE L'OPPOSITION)

#### **DROITS**

Protection de ses noms, emblèmes, couleurs et autres signes distinctifs

Accès équitable aux médias

Information sur la vie publique

Edition de documents et périodiques

Edition de documents et périodiques

Présenter des candidats aux élections

Réunions et manifestations

Opposition (Art.4 loi portant statut de l'opposition)

Proposition (loi et politiques, art 11 loi portant statut de l'opposition)

Contrôle du gouvernement (Art. 11 pré-cité)

Financement

#### **OBLIGATIONS**

Respect de l'unité nationale, l'intégrité du territoire et des principes démocratiques

Faire une déclaration d'existence avant la fin d'avril de chaque année

Notifier dans les 4 mois tout changement dans la vie du parti.

Respect des textes du pays

Participer à la normalisation de la vie publique

Former ses membres

Sensibiliser les citoyens à la participation

Rendre compte

Ne pas créer ou soutenir une organisation militaire ou paramilitaire

## La Loi organique n°2012 – 005 portant Code électoral

### I. LE DROIT D'ÉLIRE

La Constitution malgache de la IV<sup>e</sup> République qui dispose que la souveraineté appartient au peuple, source de tout pouvoir, pose le principe suivant lequel sont électeurs tous les nationaux des deux sexes jouissant de l'exercice de leurs droits civils et politiques (Article 5 Alinéa 4).

Pour sa part, le Code électoral, en conformité avec cette disposition, stipule, en son Article 3 Alinéa 1<sup>er</sup>, que sont électeurs « tous les citoyens malagasy sans distinction de sexe, âgés de dix-huit ans révolus à la date du scrutin et jouissant de leurs droits civils et politiques ».

Cette disposition exclut à contrario du droit de vote les citoyens étrangers ainsi que tout Malgache qui n'aurait pas à la date du scrutin dix-huit ans révolus (jour anniversaire de l'individu + un jour) ou ayant fait l'objet d'une décision de justice définitive, c'est-à-dire insusceptible de tout recours, le privant de son droit de vote tel que précisé à l'Article 4 du Code.

La législation électorale pose toutefois un bémol à l'égalité de « tous les citoyens malagasy » en distinguant, au regard du droit de vote, entre les Malgaches d'origine, seuls bénéficiaires de l'Article 3 Alinéa 1<sup>er</sup> précité et ceux ayant acquis la nationalité par naturalisation. Ces derniers sont soumis à une période de stage de cinq ans à compter du décret de naturalisation. La question qui se pose est de savoir si la femme ayant acquis la nationalité par le mariage rentre dans ce cadre.

### II. LE DROIT DE SE PORTER CANDIDAT

La loi électorale est laconique sur la question des conditions d'éligibilité. Elle n'y consacre en effet que trois articles (5 à 7), renvoyant à des textes spéciaux pour ce qui concerne les règles spécifiques à chaque catégorie d'élection ainsi que leurs régimes d'inéligibilité et d'incompatibilité.

Le problème c'est qu'aucun titre de la loi électorale n'évoque, comme cela est de pratique, des règles particulières à chaque élection, nécessitant forcément que le législateur revienne sur ces questions afin de voter de nouvelles lois comblant le vide laissé. Ce qui ne sera finalement fait que les 10 et 12 juillet 2012 respectivement pour l'élection présidentielle et les législatives de la 4<sup>e</sup> République

Aux termes de l'Article 5 du Code électoral, « Sont éligibles, sans distinction de sexe, tous les citoyens malagasy remplissant les conditions pour être électeurs ainsi que celles requises par les textes particuliers à chaque catégorie d'élection, notamment l'inscription sur la liste électorale et l'âge requis par la loi pour chaque fonction élective ».

Pour avoir davantage de précisions, il faut recourir à la Constitution, pour ce qui concerne l'élection du Président de la République. En effet, les conditions énumérées par l'Article 46 sont les suivantes :

- Être Malgache : A ce niveau, aucune distinction n'est faite en fonction de la nationalité des ascendants ;
- Jouir de ses droits civils et politiques ;
- Avoir au moins trente-cinq ans à la date de clôture du dépôt des candidatures ;
- Résider sur le territoire national au moins six mois avant le jour de la date limite fixée pour le dépôt des candidatures.

L'Art 5 de la loi 2012-015 (10 juillet 2012) sur l'élection du premier président de la quatrième République évoque, pour sa part, la condition de résidence physique, d'inscription sur la liste électorale et de régularité fiscale. Outre le paiement d'un cautionnement de 50 000 000 d'Ariary, le candidat ne devrait pas avoir été condamné pour crime ou délit.

Pour ce qui est de l'élection des députés, l'Art 8 de la loi 2012-016 (12 juillet 2012) pose comme conditions, outre la régularité fiscale et ne pas avoir été condamné pour crime ou délit :

- Remplir les conditions pour être électeur
- Être Malgache
- Être domicilié sur le territoire de la République malgache
- Être âgé de 21 ans révolus à la date du scrutin
- Jouir de tous ses droits civils et politiques
- Être inscrit sur la liste électorale de l'une des circonscriptions du territoire national.

### III. LE VOTE

#### III.1. Son déroulement

La procédure du vote est décrite par le Chapitre VII du projet de loi organique portant Code électoral. En effet, après les formalités d'ouverture du Bureau qui consistent en la constatation du vide de l'urne ainsi qu'à sa scellée, le bureau est ouvert au public.

Chaque électeur entrant dans le bureau doit faire l'objet d'un contrôle préalable destiné à vérifier s'il est porteur d'une marque indélébile consacrant qu'il a déjà voté. Il doit ensuite se plier à la formalité du contrôle d'identité et de son inscription sur la liste électorale.

Par la suite, le votant est prié de prélever un exemplaire du bulletin de vote et de se rendre dans l'isoloir, sous peine d'exclusion, afin de marquer son choix. Il faut préciser que la législation malgache impose un vote à bulletin unique (Article 54).

Le choix fait, l'électeur peut donc introduire le bulletin coché dans l'urne placée, dans la salle, de manière visible pour tous avant de signer ou apposer « ses empreintes digitales » sur une liste d'émargement.

Les candidats, leurs délégués ainsi que les observateurs dûment accrédités sont autorisés à suivre toutes les opérations de vote, de dépouillement et de décompte des voix dans tous les bureaux où ces opérations se déroulent (Article 95).

La loi électorale malgache autorise même les observateurs à porter des observations, protestations ou contestations au procès-verbal avant ou après la proclamation des résultats. Cette disposition sui generis, qui s'impose aisément pour les candidats et leurs délégués, porte atteinte flagrante au code de conduite de toute observation non partisane des élections.

Les bureaux de vote composés de 05 personnes (un président, un vice-président, deux assesseurs et secrétaire), sont ouverts de 06h à 17h et le scrutin ne peut se tenir que durant la saison sèche (entre le 30 avril et le 30 novembre) en jour ouvrable. Si l'administration électorale détermine librement le jour du scrutin, elle ne saurait sortir de ce principe du jour utile dans une période sans l'autorisation préalable de la juridiction compétente.

### **III.2. Le dépouillement et la centralisation des voix**

La loi organique portant Code électorale malgache comporte des dispositions pertinentes décrivant le mode opératoire du dépouillement et du décompte des voix. En effet, elle précise que le dépouillement des voix, qui a lieu sur place dans les bureaux de vote, est public ; donc ouvert à tous les électeurs.

La procédure consiste, dans un premier temps, en la désignation de scrutateurs pas les délégués de candidats. En cas de défaillance de ces derniers, le personnel électorale y pourvoit parmi les électeurs présents.

Peuvent par la suite débiter les opérations de réconciliation des voix telles que décrites par l'Article 102. Il s'agit d'arrêter et de communiquer le nombre de votants sur la liste d'émargement avant d'ouvrir l'urne pour déterminer et communiquer le nombre de bulletins.

La question qui se pose alors est de savoir ce qui se passe en cas de non-conformité. Le législateur malgache y a pensé et y apporte des solutions consistant à retrancher par hasard un nombre de bulletins correspondant à l'excédent lorsque le nombre de bulletins est supérieur au nombre d'émargement.

Pour sa part, l'Article 105 donne une définition beaucoup plus détaillée de la question. En effet, suivant cette disposition, n'entre pas en compte dans la compilation des voix de chaque candidat :

- Les bulletins blancs ;
- Les bulletins ne contenant pas une indication suffisante du choix de l'électeur ;
- Les bulletins dans lesquels les votants se font connaître ou comportant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ;
- Les bulletins comportant des signes, traces ou dessins injurieux.

## **IV. LA PROCLAMATION ET LE CONTENTIEUX DES RÉSULTATS**

La proclamation des résultats provisoires incombe à la CENIT dans les 10 jours qui suivent la réception du dernier pli émanant des organes chargés du recensement matériel des votes (Art. 121 du code électorale).

Ceux-ci sont tenus d'acheminer tous les documents exigés par les textes dans les 24 heures à compter de la réception du dernier pli issu des bureaux de vote (Art. 120).

Aux termes du code électorale, les résultats définitifs sont proclamés par les juridictions compétentes. A ce niveau, les dispositions générales du code électorale se distinguent de celles des lois spéciales adoptées en juillet 2012 (lois sur la Cour Electorale Spéciale, sur l'élection du premier président de la 4e République et des premières législatives de la 4e République).

### **IV.1. LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CODE ÉLECTORAL**

L'Art. 131 du code électorale pose la compétence de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) au regard du contentieux lié au referendum, à la présidentielle ainsi qu'aux législatives et sénatoriales.

Les tribunaux administratifs sont quant à eux juge en 1er et dernier ressort du contentieux des élections territoriales.

Le droit d'initiative appartient, dans les 10 jours à compter de la clôture du scrutin, à :

- Tout électeur inscrit et ayant voté ;
- Chaque candidat ou son délégué ou encore son mandataire ;
- Tout observateur national.

La forme de la requête ainsi que les conditions de dépôt sont organisées respectivement par les Art. 136 et 135 du code électorale.

Toujours est-il que dès réception, la requête, autant que les pièces à son appui, est notifiée au mis en cause qui dispose de 15 jours pour produire son mémoire en défense.

Passé ce délai, chacune des parties dispose successivement et à tour de rôle d'un délai de 15 jours pour répondre au mémoire en défense ou en réplique.

Les juridictions pourront, après coup, statuer en vertu des textes législatifs et règlements encadrant leur action.

### **IV.2. LES DISPOSITIONS DES LOIS SPÉCIALES**

La loi sur l'élection du 1er président de la 4e République dispose, en son Art 27, que la CENIT arrête et publie les résultats provisoires dans les 10 jours qui suivent la réception du dernier pli émanant de ses sections de recensement matériel des votes.

Ces résultats sont transmis « dans les plus brefs délais » à la Cour Electorale Spé-

ciale (CES). Cette dernière, aux termes des Art. 1 et 2 de la loi sur la CES, est une chambre spécialisée au sein de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) et comporte 09 membres dont :

- Le président de la HCC
- 08 magistrats en activité de premier grade dont 2 de l'ordre judiciaire, 4 de l'ordre administratif, 2 de l'ordre financier, élus par le collège des magistrats

Elle procède à la proclamation des résultats définitifs dans les 15 jours à compter de la publication des résultats provisoires par la CENIT (Art.27 de la loi sur la présidentielle).

La CES est également compétente en matière de contestation des législatives suivant les conditions et formes prévues par le Code électoral (Art. 57 de la loi sur les législatives).

## Session 4 : Les principaux acteurs du processus électoral

### Objectifs

A la fin de la session, les participants devront être:

- ➔ Capables d'identifier les différents acteurs qui interviennent dans un processus électoral ;
- ➔ A même de situer le rôle que les uns et les autres sont appelés à jouer dans le processus électoral ;
- ➔ Familiers du type d'interaction à entretenir avec les uns et les autres.

### Introduction

Dans cette activité, les participants identifieront les différents acteurs et institutions dans le cadre d'un processus électoral démocratique. Ils analyseront les relations entre les différents acteurs et les domaines possibles de conflit.

- Quels sont les titres et les postes dans le pays ?
- Quel rôle cette personne devrait jouer ?
- Quelles sont les différences d'entendement pour chacun des rôles dans le pays ?

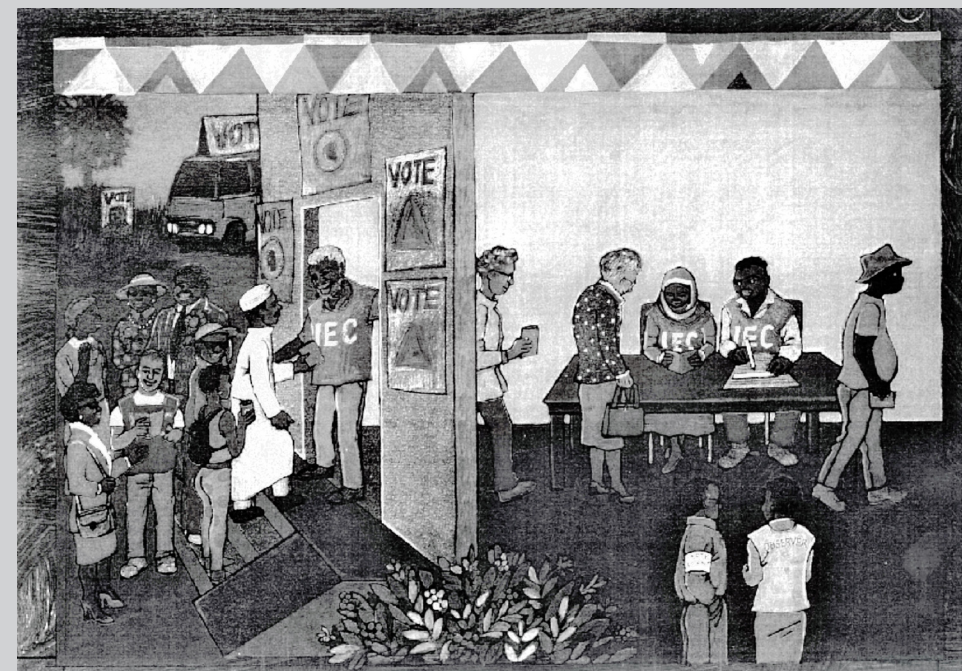


## SCENARIO 1



1. Identifiez les acteurs dans cette image.
2. Quel rôle jouent-ils dans ce processus
3. Expliquez dans vos propres termes ce qui se passe dans ce scénario.
4. Quel conflit possible voyez-vous ? D'après vous, quels mécanismes devraient être mis en place pour éviter le conflit dans des situations similaires ?
5. Connaissez-vous des mesures qui ont été mises en place pour éviter le conflit ou les disputes qui pourraient survenir ?

## SCENARIO 2



1. Identifiez les acteurs dans cette image.
2. Quel rôle jouent-ils dans ce processus
3. Expliquez dans vos propres termes ce qui se passe dans ce scénario.
4. Quel conflit possible voyez-vous ?
5. D'après vous, quels mécanismes devraient être mis en place pour éviter le conflit dans des situations similaires ?
6. Connaissez-vous des mesures qui ont été mises en place pour éviter le conflit ou les disputes qui pourraient survenir ?

## SCENARIO 3



1. Identifiez les acteurs dans cette image.
2. Quel rôle jouent-ils dans ce processus
3. Expliquez dans vos propres termes ce qui se passe dans ce scénario.
4. Quel conflit possible voyez-vous ?
5. D'après vous, quels mécanismes devraient être mis en place pour éviter le conflit dans des situations similaires ?
6. Connaissez-vous des mesures qui ont été mises en place pour éviter le conflit ou les disputes qui pourraient survenir ?

## LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE POUR LA TRANSITION (CENIT)

Dans le cadre de la Feuille de Route signée sous l'égide de la SADC, les acteurs politiques malgaches s'étaient convenus de poursuivre les discussions en vue de doter le pays d'institutions transitoires consensuelles et inclusives.

Ainsi au point II.10.a de cet accord politique, les acteurs ont-ils posé la nécessité de « l'élargissement de la composition de la CENI et la révision de ses tâches essentielles pour assurer une représentation équilibrée de tous les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route. »

Celle-ci « devra être chargée d'organiser toutes les élections, notamment les élections législatives, présidentielles et municipales. Disposant des pleins pouvoirs dans la gestion de l'ensemble du processus électoral, la CENI aura la responsabilité d'assurer que les élections se déroulent de manière libre, juste et transparente. Lesdits pleins pouvoirs de la CENI s'arrêtent à la publication des résultats provisoires des élections. »

### *Les candidats/partis politiques et leurs délégués*

Dans les systèmes démocratiques modernes, les partis politiques jouent un rôle très important. Qui dit élections, dit en premier lieu partis politiques.

Les partis et groupements politiques sont des organisations qui concourent à l'expression du suffrage. C'est en cela qu'ils diffèrent des syndicats, des groupes de pression ou d'autres mouvements par leur vocation naturelle à conquérir et à exercer le pouvoir politique.

Les partis politiques sont, avec les candidats, les principaux acteurs du processus électoral.

### *Les Organisations de la Société Civile (OSC)*

On regroupe généralement sous la dénomination 'société civile' toutes les forces vives d'un pays qui interviennent collectivement sur la place publique et qui sont autonomes vis-à-vis de l'État et des pouvoirs publics. Les syndicats, les associations non gouvernementales, les confessions religieuses, les médias, les corporations professionnelles, ainsi que les associations de femmes ou de jeunes sont autant d'exemples d'organisations faisant partie de la société civile. Une société civile forte et pluraliste est l'une des caractéristiques essentielles d'une démocratie.

La société civile, à cause de sa nature bénévole et de sa capacité à inclure tous les secteurs de la société, peut se trouver particulièrement mobilisée lors d'une élection, notamment à travers l'éducation, la mobilisation et l'encadrement non partisans de l'électorat. La société civile peut également jouer un rôle de vigilance dans le sens de l'observation du processus électoral.



## Les médias

Les médias sont essentiels au déroulement d'une élection démocratique. Une élection libre et juste n'est pas simplement le fait de déposer un vote dans des conditions adéquates, mais également d'avoir accès à suffisamment de renseignements et informations sur les partis et les regroupements politiques, les candidats et le processus électoral pour permettre aux électeurs de faire un choix informé. Ainsi, une élection qui se prétendrait démocratique sans que les médias ne jouent pleinement leur rôle ou jouissent de leur liberté serait une contradiction en soi.

## Les électeurs

Les électeurs constituent la base même de tout processus électoral et de l'expression de la volonté populaire. Que serait une élection sans électeurs ou sans un électorat établi ?

Un corps électoral identifiable est donc une condition minimale pour toute élection.

## La communauté internationale

Bien que de plus en plus utilisé de nos jours, le terme 'communauté internationale' est une notion relativement vague, sans fondement juridique, et qui peut signifier plusieurs choses à la fois. La notion peut se référer, entre autres choses :

- A l'ensemble des États membres des Nations Unies ;
- A tous les pays du monde sans distinction, ou bien généralement
- Aux pays qui ont une certaine influence sur le plan international.

Dans le cadre des processus électoraux de sortie de crise, la communauté internationale va jouer un rôle accru de financement (à travers le « basket fund » ou panier commun/multi-bailleurs), d'appui technique (par des conseillers électoraux du PNUD) et de supervision (à travers un comité de pilotage regroupant les acteurs techniques nationaux et internationaux ainsi que les bailleurs du processus, l'Etat y compris).

La loi n°2012 - 004 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions d'une structure nationale dénommée Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition

## I. LES ATTRIBUTIONS DE LA CENIT

Aux termes de l'Article 5 de la loi sur la CENIT, celle-ci est chargée :

- Des opérations se rapportant à la liste électorale ;
- De l'organisation et de la supervision des opérations électorales ;
- Du traitement et de la publication des résultats provisoires des scrutins
- De la définition de la politique d'éducation électorale et de la coordination des activités y afférentes.

Investie de la responsabilité de veiller au strict respect de la législation électorale par tous les acteurs du processus, la CENIT détermine toutefois le calendrier électoral « en collaboration » avec des experts internationaux.

## II. LA COMPOSITION DE LA CENIT

Faisant écho à la volonté d'inclusion et d'équilibre exprimée par la Feuille de Route pour la sortie de crise à Madagascar, le législateur malgache a posé, dans l'Article 20 de la loi sur la CENIT, un barème de composition de l'institution. En effet, en dehors de son président, l'institution électorale comprend :

- 10 membres issus de la société civile malgache ;
- 02 membres représentant l'Administration (Ministère de l'intérieur et de la décentralisation) ;
- 01 membre désigné par chacun des onze partis ou groupements politiques ayant signé la feuille de route.

## III. L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA CENIT

La loi sur la CENIT qui organise l'institution, dispose que celle-ci comporte les organes suivants :

- Un Bureau Permanent composé du président de la CENIT ainsi que de deux (02) vice-présidents et deux (02) rapporteurs généraux. Si la loi fixe les règles déterminant le statut du président de la CENIT, il reste laconique sur le rôle des autres membres du Bureau, se contentant de souligner que ceux-ci ont la coordination des sous-commissions ;
- Six (06) sous-commissions (affaires juridiques et contentieux / logistiques / suivi-évaluation / éducation citoyenne et relation avec la société civile / projets et partenariat / relations avec les partis politiques) ;
- Le Secrétariat Exécutif National (SEN) dirigé au niveau national par un secrétaire national. Recruté par la CENIT avec l'appui des partenaires internationaux, il fait office, aux termes de l'Article 44 de la loi sur la CENIT, d'organe administratif et technique.

La loi sur la CENIT apporte des éclaircissements sur le fonctionnement de l'insti-



Chaque groupe devra élire un rapporteur pour présenter sa liste lors de la session plénière qui s'ensuivra.

## Étape 2

Rassembler les groupes en session plénière et donner l'opportunité à chaque groupe de présenter sa liste. Au cours de la discussion, relever les critères donnés pour des élections libres et équitables.

## Étape 3

Se référer à la liste établie et en discuter. Demander aux participants s'il n'existe pas d'autres critères permettant de déterminer si des élections sont libres et justes n'ayant pas été mentionnés sur les listes.

## Étape 4

Expliquer qu'une liste permettant de déterminer si des élections sont libres et justes a été rédigée par Elklitt et Svensson dans le Journal de la Démocratie Volume 8 paru en juillet 1997. Cette liste est reproduite dans le manuel en fin de session. Comparer la liste rédigée par Elklitt et Svensson avec celle produite par les participants et susciter des débats / commentaires autour des points le nécessitant.

## Étape 5

En fonction du temps restant, demander aux participants de se remettre en petits groupes et de se pencher sur les cas d'espèces contenus dans cette session tout en relevant les aspects libres et équitables ou leur contraire.

## Étape 6

Relever les réponses formulées par chaque groupe en session plénière et attirer l'attention des participants sur les caractéristiques qu'ils ont identifiées comme étant libres et équitables.

## CAS D'ESPECE

### *Bulletin d'Informations de la célèbre « Radio Mpandainga aho »*

Ampefy : Une décision a finalement été prise la nuit dernière quant à la situation des électeurs gauchers de l'Association Civique de Ampefy qui se prépare à tenir ses prochaines élections. La réunion a conclu que les gauchers auraient le droit de voter. Il a également été décidé que le vote aurait lieu dans un endroit différent pour les gauchers. Le vote se ferait à main levée pour les gauchers et par bulletin secret pour les autres électeurs. Interrogé sur ce qu'il pensait de cette décision, M. Niaina, leader du Mouvement pour la Liberté des Gauchers, a déclaré qu'il n'était même pas sûr de la crédibilité des élections, sans parler du processus en lui-même. Il a dit avoir le sentiment que la plupart des autres membres du mouvement partageaient son point de vue.

Ambositra : les négociations sur l'avenir politique de Ambositra sont finalement sorties de l'impasse avec la détermination et la fixation d'une date pour les futures élections. Le parti Misaotra, qui est au pouvoir, supervisera cependant le processus électoral et décidera des partis qui pourront s'inscrire ainsi que du lieu où ils pourront tenir leur campagne. Interrogé sur la nomination d'un corps indépendant pour administrer et conduire les élections, leur leader Mlle Adala a annoncé que le pays n'avait tout simplement pas les ressources économiques pour mettre un tel corps en place. Elle a également déclaré que les membres de son parti étaient parmi les plus compétents du pays et étaient parfaitement capables d'organiser des élections.

Manompana : Nous nous tenons actuellement à l'extérieur de l'un des bureaux de vote de Manompana. Les queues sont toujours longues et les gens ont toujours l'air déterminés à voter malgré les comptes-rendus de violences générales dans des villages environnants. De nombreuses personnes pensent également que le personnel électoral est pour l'essentiel issu du parti au pouvoir et qu'il indiquerait aux électeurs comment cocher le bulletin de vote. On a également rapporté aujourd'hui qu'un groupe d'individus portant des masques avaient braqué un camion transportant des urnes remplies, les votes ayant été comptés deux fois, et que des bulletins de vote avaient été photocopiés car il en manquait et même que des électeurs avaient été capables de voter plus d'une fois.

Tsaravohitra : les résultats des élections générales qui se sont tenues ici il y a six mois ont finalement été proclamés. Pendant ce temps, les membres de l'Association locale des Aveugles se sont faits entendre pour savoir ce qu'il en était de la plainte qu'ils avaient déposée auprès de la Commission Electorale au lendemain des élections.

La Commission a nié toute connaissance de ce rapport. Mlle Tiako Ny Ady, qui avait déposé la plainte, a déclaré une fois de plus que l'Association des Aveugles était mécontente quant aux résultats des élections car celles-ci avaient exclu de nombreux aveugles, pourtant membres de la société, et qui n'avaient pas reçu la moindre forme d'aide lorsqu'ils ont voulu aller voter. Dans certains cas, cela s'expliquait par le fait que certains membres du personnel électoral ne savaient pas comment les aider.



Ambinanisakana : Une dispute a éclaté dans l’une des queues du bureau de vote local cet après-midi. L’un des observateurs a déclaré avoir entendu ce qui semblait être un couple se quereller sur la personne pour qui ils allaient voter. La querelle s’est amplifiée jusqu’à ce que tout le monde entende tout ce qu’ils disaient. Il a déclaré qu’il semblait que la femme voulait voter pour une femme et que son mari insistait pour qu’elle vote pour l’homme de son choix à lui. La foule s’est ensuite impliquée et un certain nombre d’hommes ont commencé à crier sur la femme en lui rappelant qu’elle était censée obéir à son mari. Un autre groupe d’hommes et de femmes s’est ensuite approché du couple. Prenant l’homme en aparté, ils lui ont dit qu’il n’avait aucun droit d’imposer à sa femme son candidat. Leur action a fait réagir un certain nombre de nouveaux électeurs qui se sont également impliqués. La dispute s’est intensifiée et les gens ont commencé à en venir aux mains. Il a fallu faire appel à la police pour calmer la foule à l’aide de gaz lacrymogène et, quelques fois, à coup de matraque.

Avant le Jour des Elections	
“LIBRE”	“EQUITABLE”
Liberté de mouvement	Un processus électoral transparent
Liberté de parole (pour les candidats, les médias, les électeurs et autres)	Une loi électorale et un système électoral qui n'attribue aucun privilège particulier à des partis politiques ou groupes sociaux
Liberté de rassemblement	Une liste électorale inclusive
Liberté d'association	Établissement d'une commission électorale indépendante et impartiale
Liberté de toute crainte en lien avec les élections et la campagne	Traitement impartial des candidats par la police, l'armée et les tribunaux législatifs
Absence d'entraves à la participation à des élections (à la fois pour les partis et les candidats indépendants)	Opportunités égales pour les partis politiques et les candidats indépendants de participer à des élections
Suffrage égal et universel	Programmes d'éducation électorale impartiaux
	Une campagne électorale en bon ordre (respect d'un code de bonne de conduite)

Le Jour des Elections	
“LIBRE”	“EQUITABLE”
Opportunité de participer aux élections	Accès à tous les bureaux de vote pour les représentants des partis politiques, les observateurs locaux et internationaux accrédités, et les médias
	Secret du vote
	Absence d'intimidation des électeurs
	Conception efficace des bulletins de vote
	Urnes appropriées
	Aide impartiale aux électeurs (si nécessaire)
	Procédure correcte de dépouillement
	Traitement correct des bulletins de vote valides
	Mesures de précaution correctes lors du transport du matériel électoral

Après le Jour des Elections	
“LIBRE”	“EQUITABLE”
Possibilité de déposer des plaintes légalement	Traitement officiel et rapide des résultats
	Annonce du résultat des élections
	Traitement impartial de toutes les plaintes liées aux élections
	Rapports impartiaux sur les résultats des élections par les médias
	Acceptation des résultats des élections par chacun

# PARTIE 2

## CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Susciter un corps de délégués électoraux et les déployer ne devraient pas fait dans l'improvisation. Ils intègrent (ou devraient intégrer) la stratégie que les partis politiques entreprennent afin de conquérir ou conserver le pouvoir. Ces activités devraient donc obéir à un minimum de rationalité.

Cette partie vise à doter les participants des rudiments méthodologiques nécessaires à une bonne observation partisane du processus électoral. A ce titre, outre l'insistance sur le rôle des délégués de partis, des conseils méthodologiques sont fournis en épousant les étapes chronologiques d'une telle observation du processus électoral, du recrutement des délégués au traitement des informations qu'ils seront appelés à fournir.

Les thèmes abordés sont les suivants :

- Le rôle des délégués de partis ou de candidats ;
- Le recrutement des délégués ;
- La formation des délégués ;
- Le déploiement des délégués ;
- La collecte de l'information ;
- Etudes de cas et rapports.

## Session 1

### Le rôle des délégués de partis / candidats

#### OBJECTIFS

A la fin de la session, les participants devront:

- Être familiers avec le rôle que les textes confèrent aux délégués de partis ;
- Comprendre l'intérêt de la présence des délégués dans le processus électoral ;
- Pouvoir distinguer les droits et obligations liés à l'activité de délégué de partis ou candidats

#### Introduction

Les délégués ou représentants des partis ou candidats sont des volontaires, le plus souvent des militants ou des sympathisants, déployés à chaque étape déterminante du processus électoral et, en particulier, dans les centres et bureaux de vote pour suivre les opérations de vote et de dépouillement pour le compte de leur parti. Ils jouent un rôle déterminant dans le renforcement de l'intégrité du processus électoral. Il est donc capital que ces derniers comprennent et intériorisent le rôle qui est le leur ainsi que l'intérêt qui s'y attache.

#### Étape 1

Rassembler les participants dans des groupes. Trois ou six groupes seront nécessaires à la conduite des activités

#### Étape 2

Après avoir favorisé la lecture des dispositions pertinentes du code électoral, susciter la discussion des questions suivantes après restitution en plénière :

- A quel(s) intérêt(s) répond la présence des délégués dans le processus électoral ?
- Quelles sont les phases ou activités du processus qui nécessitent ou pourraient nécessiter la présence des délégués ?

- Quel rôle devraient jouer ces délégués aux phases ou durant les activités ainsi identifiées ?

Généralement, il est attendu des délégués des partis qu'ils :

- Assurent la présence du parti ou du candidat durant la confection de la liste électorale ;
- Soient présents là où il y'a des bureaux de vote ouverts ;
- Fassent des observations sur le déroulement du vote ;
- Consultent la liste électorale quand ils le désirent ;
- Aient accès aux informations sur la conduite du processus électoral ;
- Introduisent des contestations et des recours ;
- Suivent les opérations électorales consciencieusement et avec objectivité ;
- S'abstiennent de toute interférence injustifiable susceptible de perturber le bon déroulement du processus électoral.

Pourquoi les partis se font-ils représenter dans les bureaux de vote ? Quels sont les effets du déploiement des délégués des partis au cours d'une élection ?

La présence des représentants des partis vise un certain nombre d'objectifs :

- Assurer une présence visible des partis qu'ils représentent ;
- Dissuader les fraudes et les manipulations ;
- Mettre à nu les irrégularités et ainsi contribuer à la transparence des élections ;
- Assurer le respect des lois, des règlements, et des codes de conduite régissant le processus électoral ;
- Constituer une source d'information sur la conduite des élections (incidents, taux de participation, etc.) ;
- Disposer d'éléments de preuve en cas de contestation de leurs adversaires ou de recours et réclamations pour irrégularités formulés par eux-mêmes devant les instances compétentes pour connaître du contentieux électoral ;
- Contribuer à solidifier les liens entre les partis politiques et leurs militants ou sympathisants ;
- Démontrer les capacités de mobilisation et de coordination du parti le jour du vote ;
- Renforcer la confiance des partis et des électeurs vis-à-vis du processus électoral.

## QUELLES SONT LES DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION ÉLECTORALE MALGACHE QUI GARANTISSENT CES DROITS ?

### *I. L'intervention des représentants de partis ou candidats dans la confection de la liste électorale*

La loi organique 2012-005 portant Code électoral accorde une place considérable aux partis politiques dans le dispositif d'établissement de la liste électorale. Elle leur reconnaît directement ou par le biais de leurs représentants, sans toutefois spécifier leur rôle exact, le droit d'être membres d'office de la commission locale de recensement au niveau de chaque Fokontany (Art 10 AL.3). L'on peut légitimement supposer que ces représentants y sont pour garantir l'intégrité des opérations à ce niveau.

Par ailleurs, la liste arrêtée par la Commission Electorale de District peut être consultée par « les candidats ou leurs représentants » (Art 14) qui jouissent d'un droit de contestation (Art 18 AL. 2).

L'Art 29 reconnaît les mêmes droits (consultation/contestation) en matière de révision annuelle des listes.

### *II. L'intervention des délégués de partis ou candidats dans les phases ultérieures du processus*

La loi portant Code électoral consacre une section entière à la question des délégués de candidats ou de partis dont le nombre par entité ne saurait excéder quatre par bureau de vote. Les dispositions générales en la matière sont les suivantes :

Art. 69 AL.1 : Suivant le cas, chaque comité de soutien, chaque candidat ou chaque liste de candidats a droit à la présence, dans chaque bureau de vote, d'un délégué titulaire ou suppléant habilité à observer les opérations du scrutin.

Art. 70 AL.1: Le délégué du comité de soutien du candidat ou de la liste de candidats doit être électeur inscrit sur une liste électorale. Il peut voter au bureau de vote auprès duquel il accomplit sa mission de délégué, sauf dispositions contraires prévues par les textes spécifiques à chaque catégorie d'élection.

Art. 75 AL.1 : Les observations, les réclamations ou contestations du délégué sur le déroulement des opérations dans le bureau de vote pour lequel il est désigné doivent être annexées au procès-verbal des opérations électorales, et dûment signées par lui-même. Son nom et la qualité doivent être consignés dans le procès-verbal

La loi électorale fait par ailleurs mention, en dehors de la confection de la liste électorale, de l'intervention des délégués de partis ou de candidats à différentes phases des opérations électorales. Il s'agit du:

- Déroulement du vote ;
- Dépouillement des voix et de la proclamation des résultats dans les bureaux de vote ;

- Recensement général des votes ;
- Contentieux des résultats provisoires

La présence des délégués des partis réduit significativement la possibilité d’une élection à huis clos. De fait, ils contribuent à améliorer la transparence et la crédibilité des élections. Ils participent également à l’enracinement d’une culture d’acceptation des résultats. Pour autant, les délégués des partis ne doivent pas croire que leur seule présence suffit à assurer l’intégrité du processus électoral. D’une part, ils doivent bien comprendre leur rôle et le jouer pleinement. Ainsi, ils doivent collecter les informations sur le déroulement des élections, les documenter et faire un rapport qu’ils transmettent à leur parti qui va ensuite les analyser pour dégager les tendances générales du vote. D’autre part, les délégués des partis ne sont pas seuls à collecter des informations pour émettre un jugement sur la conduite des élections. D’autres acteurs seront présents à leurs côtés au premier rang desquels les observateurs nationaux et internationaux.

		NATURE DE L'ACTION	DISPOSITION DU CODE ELECTORAL
ETAPES DES OPERATIONS ELECTORALES	Déroulement du vote	Droit de présence dans les bureaux	Art 69 I
		Contrôle des opérations de vote et mention de ses observations et réclamations	Art 75
		Voter dans le BV d'affectation	Art 70
	Dépouillement et proclamation des résultats dans les BV	Droit de présence	
		Désignation des scrutateurs	Art 99
		Contresigne des PV comportant leurs observations et réclamations éventuelles	Art 110
		Droit à une copie du PV	Art 114
		Participation à l'acheminement des PV	Art 113
	Recensement général des votes	Droit de présence	Art 118
		Droit de faire des observations	Art 118
		Droit de réclamer la confrontation des PV	Art 122
	Le contentieux des résultats provisoires		
		Droit de saisine des instances compétentes	Art 132

Contrairement aux observateurs qui sont appelés à être non partisans dans leur évaluation du processus électoral, les délégués des partis sont impliqués de manière partisane dans le déroulement de l’élection. Ils cherchent à s’assurer que les intérêts de leurs partis ou de leurs candidats respectifs sont protégés. Leur rôle est aussi crucial que celui des observateurs neutres et impartiaux. En défendant exclusivement les intérêts de leurs partis, les délégués s’assurent que toutes les voix exprimées en faveur de leurs formations politiques sont comptabilisées et que leurs adversaires ne vont pas se livrer à des manipulations qui leur seraient préjudiciables. De plus, avec plusieurs représentants présents dans les bureaux de vote, les partis politiques se surveillent mutuellement. Chaque camp tient ses adversaires à l’œil. Ceci ajoute à la garantie d’équité qui découle de la défense des intérêts de leurs électeurs par chaque parti politique l’avantage d’une dissuasion mutuelle qui est rendue possible par le déploiement simultané dans les bureaux de vote des délégués issus de plusieurs partis politiques.

Bien qu’ils fassent une observation partisane, les délégués des partis doivent être suffisamment outillés par leur parti de manière à ne pas être une source de troubles ou d’incidents susceptibles de perturber le bon déroulement du processus

électoral.

Planifier et s’organiser

« Ne pas planifier, c’est planifier l’échec », dit l’adage populaire. Déployer des centaines voire des milliers de délégués dans les bureaux de vote requiert l’exécution d’un ensemble d’opérations techniques qui doivent être minutieusement pensées et préparées. L’erreur à ne pas commettre serait d’attendre le dernier jour pour mobiliser les énergies et les ressources nécessaires. Au contraire, il faut s’y prendre longtemps à l’avance ; plusieurs semaines avant le jour du vote.

Pourquoi planifier ?

- S’assurer que les objectifs fixés vont être atteints ;
- Permettre aux intervenants de se familiariser avec les attentes investies en eux ;
- Evaluer les ressources disponibles et mesurer ses forces et faiblesses.

# Session 2

## Le recrutement des délégués

### OBJECTIFS

A la fin de la session, les participants devront:

- Comprendre l'intérêt d'un recrutement rationnel et efficient de leurs délégués ;
- S'approprier les critères à prendre en considération à cette fin.

### Introduction

Cette activités pourra être menée en plénière et en interaction avec les participants. Elle vise à faire l'état des lieux en matière de recrutement des délégués par les partis politiques et à poser les fondements des bonnes pratiques en la matière. A cet effet, suivre les étapes décrites ci-après :

#### Étape 1

Demander aux participants s'ils ont déjà servi comme délégué de partis / candidats ou s'ils ont une fois procédé au recrutement de tels personnels pour le compte de leur parti.

#### Étape 2

Inciter les personnes expérimentées en la matière à partager avec les critères dont ils tiennent compte dans le recrutement des délégués. Marquer les critères pris en compte sur un tableau.

#### Étape 3

Susciter la discussion de ces critères et faciliter l'émergence de critères additifs.

### Quelques critères

#### *Disponibilité*

Être délégué d'un parti politique ou d'un candidat n'est pas un travail à mi-temps. Les délégués doivent par exemple s'engager à rester mobilisés tout au long de la journée le jour du vote, de l'ouverture jusqu'à la fermeture des bureaux.

#### *Aptitude physique*

Être présent dans un bureau de vote tout une journée demande beaucoup d'endurance. Vous devez donc vous assurer que votre représentant jouit d'une bonne santé physique pour être apte le jour du scrutin.

#### *Jouissance des droits civiques et politiques*

Le délégué d'un candidat ou d'un parti doit avoir la jouissance de ses droits civiques et politiques comme, par exemple, le droit de vote et d'éligibilité. La jouissance de ces droits s'accompagne également d'obligations contenues dans la loi électorale ou dans un code de conduite que le délégué doit respecter. Il doit s'abstenir de toute attitude ou comportement susceptible de nuire à l'exercice de ces mêmes droits par un électeur ou un autre représentant de parti ou de candidat. Rappelez-vous les dispositions de l'Art 70 Al.1 précité.

#### *Loyauté et intégrité morale*

Les représentants des partis doivent être à l'abri de toute forme de pression. Il faut recruter des individus honnêtes qui peuvent résister aux tentations, y compris de corruption et d'intimidation, dans la défense des intérêts de leur parti. Assurez-vous, avant tout, que vos délégués éprouvent des sentiments et affichent des attitudes de loyauté et d'allégeance à l'égard de votre parti.

#### *Bénévolat*

Le travail qui est demandé au délégué d'un parti n'est pas rémunéré. Se

### NOTE D'INFORMATION

N'oubliez jamais que les délégués sont les « yeux et les oreilles » des partis politiques dans les bureaux de vote et à chaque étape pertinente du processus électoral. Un bon recrutement est essentiel à la réussite du déploiement des représentants des partis. Il ne faut donc pas sous-estimer l'ampleur des efforts à consentir pour recruter des volontaires. Ils doivent être identifiés longtemps à l'avance en fonction de critères spécifiques. Déterminez avec précision quelles sont les exigences requises pour représenter votre parti dans un bureau de vote et assurez-vous que ces exigences sont respectées dans le recrutement des délégués. Un délégué ne remplissant pas ces critères peut poser des problèmes et vous aurez malheureusement à en assumer les conséquences.



sentir utile et se mettre au service de son parti doit être au-dessus de toute autre considération de la part de ceux que vous allez former et déployer pour représenter votre parti dans les bureaux de vote.

Toutefois, les partis assez bien structurés pourraient fournir quelques accommodements à leurs agents sur le terrain (Eau, sucrerie, sandwiches)

### ***Calme***

Un bureau de vote, ce n'est pas un lieu d'affrontement. Evitez de recruter des personnes qui peuvent facilement perdre leur calme et se mettre en colère à la première occasion. Insistez au cours de la formation sur les dispositions des articles 77 et 78 du Code électoral qui impliquent que même les délégués de candidats peuvent faire l'objet d'expulsion s'ils n'exercent pas un « contrôle normal » des opérations électorales (désordre de leur fait ou obstruction systématique des opérations électorales). Expliquez-leur que le rôle d'un délégué des partis est de documenter et de rapporter des incidents qui surviennent dans le déroulement du scrutin et non d'être la première source d'incidents et de perturbations. Il est un témoin ; pas un justicier.

### ***Capacité à lire et à écrire***

Si votre représentant ne sait pas lire ni écrire, comment pourrait-il comprendre et remplir le formulaire d'observation mis à sa disposition ? Plus grave encore, il ne pourra pas assister au dépouillement, relever les résultats et contre-signer les procès-verbaux en connaissance de cause. Parallèlement, il doit être capable de parler la langue de la région où il est déployé afin de communiquer plus facilement avec ses interlocuteurs sur place.

## **Session 3**

# **La formation des délégués**

### **OBJECTIFS**

A la fin de la session, les participants devront:

- Comprendre qu'une élection n'est pas un événement ponctuel, mais un processus ;
- Comprendre le bien-fondé de la formation des délégués des partis politiques ;
- Comprendre la nécessité d'articuler le déploiement des délégués des partis avec l'agencement des différentes étapes du processus électoral

### **Introduction**

La formation de vos délégués est un impératif avec lequel vous ne devez pas transiger. Ils doivent être outillés sur les textes et procédures qui gouvernent la conduite des élections. De même, ils doivent avoir une compréhension minimale de leur rôle ainsi que celui des autres intervenants dans le processus électoral. Il vous est recommandé d'organiser la formation de vos délégués aussi près que possible de chaque échéance capitale du processus électoral et notamment du jour du vote. Pourquoi ? Ils seront plus motivés à l'approche de l'élection, enthousiasmés par le climat d'excitation qui prévaut pendant la campagne électorale. De plus, la formation qu'ils auront reçue sera encore fraîche dans les mémoires le jour du vote. Ils pourront ainsi mieux répondre aux attentes de votre parti. Enfin, la proximité du jour de vote vous permettra d'organiser la formation de vos délégués au moment où vous serez en train de finaliser votre plan de déploiement. Vous donnerez alors à chacun de vos délégués des instructions précises sur le bureau de vote et l'heure à laquelle ils doivent s'y présenter le jour du scrutin.

## Étape 1

Les participants échangent sur les éléments d'une bonne planification opérationnelle de la formation des délégués des partis et sont sensibilisés sur le fait que celle-ci est un gage du sérieux de leur parti et l'une des conditions de succès du déploiement de ses représentants à chaque étape cruciale du processus (en particulier le jour du vote).

## Étape 2

Les participants discutent du cycle électoral en insistant sur ses diverses phases. Ensuite, ils échangent sur la nécessité d'agencer la formation des délégués des partis politiques avec le cycle électoral.

## Étape 3

Il est attendu des participants qu'ils visualisent le déploiement des délégués des partis dans un cycle (le cycle de déploiement du délégué) et établissent une liste des tâches à effectuer à chaque palier tout en indiquant à quelle période du calendrier électoral cela doit se faire.

### NOTE D'INFORMATION

Vous devez comprendre qu'une élection n'est pas un événement ponctuel mais un processus. Le vote se déroule en un seul jour mais ne se limite pas aux opérations de vote et de dépouillement des résultats. Prenons un exemple. Le recensement électoral se déroule souvent des mois avant l'élection. Il a pourtant des conséquences sur le jour du scrutin. En effet, c'est lors du recensement que l'on va déterminer le nombre d'électeurs appelés à voter. C'est aussi à partir du nombre d'électeurs enrôlés que l'on va déterminer le nombre et l'emplacement des bureaux de vote dans l'ensemble du pays. Il est donc important que vous commenciez à suivre le processus électoral dès la phase de préparation du fichier électoral. Ainsi, vous devez penser à avoir vos représentants dans les centres de recensement des électeurs et de traitement du fichier électoral. De même, votre travail d'observation ne doit pas s'arrêter à la fermeture des bureaux de vote. Vos représentants doivent suivre toutes les opérations et de centralisation des résultats.

Vous devez donc être capables en tant que formateurs d'identifier les trois principales phases du processus électoral et les différentes opérations qui y sont associées. Cela vous permettra de mieux envisager la planification et l'articulation du travail d'observation des délégués avec le calendrier électoral et le chronogramme des activités de la CENIT.

### QUAND ORGANISER DES FORMATIONS ?

Dans le cadre du vote, le plus près possible du jour du scrutin serait l'idéal. Cependant, informez les participants de la date de la formation longtemps à l'avance de manière à ce qu'ils s'y préparent. N'invitez à la formation que ceux qui doivent être formés. En dehors des formateurs, limitez la présence d'autres personnes aux sessions de formation.

### EN COMBIEN DE TEMPS ?

Une journée suffit. Les sessions de formation ne doivent pas être inutilement longues. Passez à l'essentiel. Les participants repartiront avec juste ce qu'il leur faut pour défendre les intérêts de votre parti le jour de l'élection.

### COMBIEN DE DÉLÉGUÉS ENTENDEZ-VOUS FORMER ?

Votre plan de formation doit être adapté à l'étendue de la couverture des bureaux de vote que vous envisagez le jour du scrutin. Le nombre et l'importance des sessions de formation dépendront des facteurs suivants : la densité de la population électoral des secteurs de concentration de votre déploiement ; la proximité des bureaux de vote dans ces secteurs de concentration et le nombre de personnes à déployer le Jour J. Dans tous les cas, vous devez éviter d'avoir plus d'une vingtaine de participants par session de formation. Autrement, la durée des échanges entre eux et les formateurs serait réduite avec pour conséquence négative d'avoir de nombreux participants repartir sans avoir l'opportunité de poser des questions qui leur taraudent l'esprit et d'y trouver des réponses appropriées. N'oubliez pas aussi qu'avec un petit groupe dans chaque session de formation les formateurs peuvent aisément évaluer le niveau de chacun de vos potentiels délégués et ainsi s'assurer qu'ils ont les connaissances et les compétences requises.

### PAR QUI ?

Le choix de vos formateurs est important. EISA a formé des cadres de votre parti. Ils sont suffisamment équipés pour conduire cette formation. Une bonne pratique serait néanmoins de confier l'animation de la formation de vos délégués aux membres de votre équipe de campagne. Dans ce cas, assurez-vous qu'ils conduisent les sessions de formation en personne.

## AVEZ-VOUS DÉJÀ PENSÉ À AVOIR UNE BASE DE DONNÉES DE VOS DÉLÉGUÉS ?

Au cours de la formation, demandez aux délégués que vous allez déployer de remplir une fiche confirmant des informations de base sur leur personne et leurs coordonnées où ils peuvent être joints. Si possible, entrez ces informations dans une base données avant d'élaborer une cartographie complète du déploiement de vos délégués (circonscriptions, bureaux de vote, etc.).

Comme on le sait déjà, le processus électoral comprend trois phases :

- la phase pré-électorale (opérations qui précèdent le jour du vote),
- la phase électorale (opérations de vote et de dépouillement des voix)
- et la phase post-électorale (opérations qui suivent la clôture des bureaux de vote).

Pour mémoire, le processus électoral comprend, entre autres, les activités suivantes :

- L'élaboration et l'adoption de la législation qui devra régir l'organisation des élections ;
- Le recrutement et la formation du personnel électoral ;
- La planification électorale ;
- L'inscription des électeurs sur la liste électorale ;
- L'enregistrement des partis politiques ;
- La nomination des candidats ;
- La campagne électorale ;
- La mise en place des bureaux de vote ;
- Les procédures de vote (le scrutin) ;
- Le dépouillement des voix ;
- La centralisation et la vérification des procès-verbaux ;
- La proclamation des résultats ;
- La résolution des différends électoraux ;
- La révision des listes électorales, l'audit et l'évaluation et les réformes électorales.

# Session 4

## Le déploiement des délégués

### OBJECTIFS

A la fin de ce module, les participants :

- Seront familiers des bonnes pratiques en matière de déploiement des délégués des partis politiques dans les bureaux de vote ;
- Seront capables d'identifier les principaux critères de déploiement des délégués.

### Introduction

Cette activité donne l'opportunité aux participants de considérer tous les aspects liés au déploiement des délégués de leur parti dans les bureaux de vote. Il ne s'agit pas de recruter et de former vos représentants ; encore faut-il bien planifier et coordonner leur déploiement sur le terrain.

Le déploiement consiste en l'affectation de vos délégués dans les bureaux de vote munis, chacun, d'un kit de déploiement. Il s'agit de l'ensemble des documents dont ils auront besoin pour l'observation du jour du vote. Ce kit doit obligatoirement comprendre :

- Une attestation délivrée par les démembrements de la CENIT qui leur sert de carte d'accès dans les bureaux de vote ou, à défaut, la copie de la demande adressée en son nom auprès de la CENIT ;
- Une page d'instructions sur ce que votre parti attend de lui en l'envoyant le représenter dans un bureau de vote ;
- Une liste de contrôle récapitulant un ensemble d'aspects relatifs au déroulement du vote qu'il doit noter dans son rapport ;
- Un formulaire sur lequel il va faire part de toutes les observations faites ;
- Un formulaire dépouillement sur lequel il va enregistrer les incidents éventuels et recopier le résultat final du bureau de vote de son déploiement ;
- Un bloc-notes ;
- Un stylo ;
- Une copie du Code Electoral.

Il est aussi recommandé que vos délégués aient sur eux une lampe torche

et des piles, à utiliser en cas d'absence d'éclairage pendant le dépouillement des voix, de l'eau et un encas. Pour contribuer à la sérénité de vos délégués, vous devez leur apporter tout le soutien nécessaire. Faire la ronde des bureaux de vote pour les encourager et les féliciter d'être là, ou leur passer un coup de fil, leur remontera le moral. N'oubliez pas que rester dans un bureau de vote toute une journée est éprouvant. Autant que possible, prévoyez ce qu'ils vont manger. Ils apprécieront énormément cet effort de votre part.

Avoir une montre est un atout pour votre délégué. Il peut relever l'heure exacte d'ouverture et de fermeture du bureau de vote ou l'heure de déroulement d'un incident éventuel qu'il jugera utile de marquer dans son rapport.

Vous devez clairement indiquer à vos délégués quand, comment et à qui ils doivent remettre leur rapport écrit à la clôture du bureau de vote.

N'oubliez jamais de dire merci à vos délégués. Ils auront contribué à défendre vos intérêts dans les bureaux de vote. Vous aurez encore besoin de leur fidélité et de leur expérience pour les prochaines élections. Ne vous montrez donc pas ingrat. Des remerciements, sous la forme d'une lettre, d'un coup de fil ou de félicitations verbales, leur témoigneront votre appréciation de la qualité de leur contribution à la cause du parti.

## QUELS CRITÈRES POUR LE DÉPLOIEMENT ?

### *Familiarité avec la région de déploiement*

Votre représentant doit avoir une bonne connaissance de la région dans laquelle il va être déployé. Il ne s'agit pas seulement de sa familiarité géographique avec la zone ; il est aussi attendu de lui qu'il soit familier de la langue et des coutumes locales et qu'il comprenne le contexte et les enjeux de l'élection dans la circonscription.

### *Proximité de sa résidence avec son bureau de vote de déploiement*

Il ne suffit pas que votre représentant connaisse bien le milieu. Il doit aussi être connu des électeurs. N'oubliez pas qu'il assure la présence physique de votre parti ou de votre candidat dans le bureau de vote et qu'il est votre principale source d'information sur le déroulement des opérations de vote et de dépouillement. Idéalement, il sera affecté dans le bureau de vote dans lequel il est inscrit comme électeur.

### *Accréditation*

Sans accréditation, votre délégué ne peut pas être déployé le jour du vote. Assurez-vous que vous êtes au courant des procédures et délais d'accréditation des délégués des partis par la CENIT. C'est cette accréditation qui montre qu'il est dûment autorisé par la CENIT à être présent dans les bureaux de vote. Prenez donc toutes les dispositions pour que chacun de vos représentants soit accrédité à temps.

### *Couverture territoriale*

Idéalement, vous devez avoir au moins un délégué par bureau de vote. Dans le cas contraire, concentrez votre énergie et les ressources disponibles là où cela est plus utile. Par exemple, vous pouvez orienter vos efforts dans des circonscriptions et bureaux de vote clés où l'élection peut être remportée par votre parti, par vos adversaires ou encore là où le vote risque d'être serré au lieu de disperser de l'énergie et des ressources dans l'ensemble de la Grande île.



# Session 5

## La collecte d'information

### OBJECTIFS

A la fin de ce module, les participants :

- Intégreront que l'observation des opérations électorales ne saurait se limiter, pour leurs délégués, au seul jour du scrutin ;
- Seront capables d'identifier les principaux éléments devant concourir à la construction de leur appréciation du jour du vote mais aussi de l'ensemble du processus électoral.

### Introduction

Cette activité donne l'opportunité aux participants de considérer tous les aspects liés au cycle électoral et d'identifier les points d'attention à chaque étape déterminante des opérations conduites. Le rôle des partis politiques comportant à cet égard l'appréciation du caractère libre, équitable et crédible du processus, celle-ci ne saurait se construire uniquement par l'observation du seul jour du scrutin et des opérations qu'il induit. Les partis devront mettre un point d'honneur à développer, tout comme la société civile, une technicité en matière d'observation de toutes les étapes du processus électoral et notamment les phases pré et post électorales. Le formateur devra donc souligner les différentes questions soulevées à ces niveaux même si l'insistance est faite sur le jour du scrutin.

### NOTE D'INFORMATION

#### LA PHASE PREELECTORALE

Précédant le jour du vote, bien souvent centre d'intérêt principal des partis politiques, les opérations de la phase préélectorale n'en comportent pas moins un intérêt fondamental dans la garantie des intérêts des partis politiques.

En dehors généralement des opérations de l'enregistrement des électeurs pour lesquelles la loi reconnaît expressément la présence des délégués de candidats ou partis, l'observation des autres opérations devrait se faire au quotidien de leur réalisation par le leadership des partis (premiers responsables, députés...). Il est donc conseillé de ne pas hésiter de tenir des réunions régulières pour discuter des enjeux de chacune d'elles et se positionner en conséquence.

Présageant en effet des phases ultérieures, les questions ci-après pourraient étayer l'appréciation des partis quant au processus :

### LE CADRE CONSTITUTIONNEL ET LA LÉGISLATION RELATIVE À L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS

- Qui a participé à l'élaboration de la législation électorale ?
- Comment a été adoptée la législation électorale (décret, loi, référendum, accord politique, Feuille de route, etc.) ?
- Quel est le régime politique en place et sur quels principes se fonde-t-il ?
- Quels sont les libertés et les droits humains fondamentaux que la constitution et les lois du pays garantissent ?
- Quelles sont les dispositions mises en place pour la tenue d'élections périodiques ?
- Y a-t-il des mécanismes prévus dans la loi pour promouvoir l'équilibre dans la représentation homme-femme ?
- Qui a la responsabilité d'organiser les élections ?
- Comment et par qui sont nommées les autorités électorales ?
- Quels pouvoirs ont-ils ? Quel est leur degré d'autonomie ?

### L'ADMINISTRATION ÉLECTORALE

- L'organe de gestion du processus électoral bénéficie-t-il de la confiance des parties prenantes à l'élection ?
- L'administration électorale subit-elle des pressions politiques ? Est-elle indépendante du pouvoir exécutif ?
- Les membres investis du pouvoir de décision sont-ils associés aux orientations définies par la commission électorale ? Les procédures appliquées sont-elles celles prévues par les textes ?
- Y a-t-il une coordination efficace entre la structure centrale de l'administration électorale et ses différents démembrements au niveau régional ou local ?
- Comment sont financées les activités de la commission électorale ? Les fonds sont-ils mis en temps et heure à la disposition de l'administration électorale ?
- Le personnel électoral est-il expérimenté et bien formé ?

### DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES ET MODE DE SCRUTIN

- Qui procède à la délimitation des circonscriptions électorales ? Quelle est sa marge de discrétion au regard d'un tel pouvoir ?

- Comment cette délimitation est-elle effectuée ?
- Quels sont les principaux critères de délimitation ?
- En combien de circonscriptions électorales le territoire est-il divisé ?
- La délimitation répond-elle aux critères d'équilibre et de représentativité ?
- Quel est le mode de scrutin pour chaque élection ? Favorise-t-il la représentativité politique et l'équilibre des instances ?

## L'ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

- Comment se présente le processus d'enrôlement des électeurs ?
- L'inscription est-elle obligatoire ?
- Les électeurs sont-ils bien informés des dates, heures de passage des agents recenseurs ? Les absents lors du passage des recenseurs bénéficient-ils de mesures de rattrapage ?
- Quels moyens a-t-on utilisés pour informer les électeurs ?
- Dispose-t-on de suffisamment de matériel pour l'inscription ?
- Combien d'électeurs se sont inscrits avant la journée électorale ?
- Une partie de l'électorat s'est-elle trouvée exclue de l'inscription au registre ? Pour quelle raison ?
- Quelles sont les démarches à suivre pour remplacer des documents volés ou perdus ?
- Quels sont les problèmes d'enregistrement les plus fréquents ? Des mécanismes sont-ils mis en œuvre pour les régler efficacement ?
- De quelle manière les partis politiques participent-ils à ce processus ?
- Les partis politiques disposent-ils d'une copie de la base de données du registre des électeurs ?

## ENREGISTREMENT DES PARTIS POLITIQUES ET NOMINATION DES CANDIDATS

- Les conditions requises pour l'inscription discriminent-elles et/ou excluent-elles des candidats ou des partis ?
- Le processus d'enregistrement des candidats s'est-il déroulé conformément à la loi ?
- Y a-t-il un code de conduite auquel doivent se soumettre les partis et les candidats ?
- Ce code s'applique-t-il et est-il respecté ?
- Les règles du jeu sont-elles les mêmes pour tous les partis ?
- Existe-il des empêchements physiques, administratifs ou politiques au droit

des acteurs politiques à soumettre leur candidature ?

- Quel organe est compétent pour l'analyse des candidatures ?

## CAMPAGNE ÉLECTORALE

- Les règles de droit relatives à la campagne électorale sont-elles dans l'ensemble respectées ?
- La durée fixée par la loi pour la tenue de la campagne électorale est-elle respectée ?
- Le climat qui entoure la campagne électorale permet-il la participation sans entrave au processus électoral des parties intéressées ?
- Existe-t-il un quelconque type de discrimination contre un parti ou une personnalité politique déterminé durant le processus électoral ?
- Une autorisation est-elle exigée des autorités pour tenir des réunions ou des rassemblements de campagne ?
- Ces autorisations sont-elles accordées de manière équitable ?
- Existe-il des mécanismes (juridique, politique, administratif) de restriction des libertés politiques ou d'intimidation durant la campagne électorale ?
- Les partis bénéficient-ils d'un accès équitable aux médias publics ?

## LE FINANCEMENT DES PARTIS ET L'UTILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES À DES FINS PARTISANES

- Existe-t-il une instance de contrôle pour réglementer et approuver les subventions que reçoivent les partis et les candidats ?
- Y a-t-il en place une structure pour inspecter les dépenses des partis et sanctionner les bénéficiaires en cas d'infraction ?
- Quelle est la hauteur du financement public et privé que reçoivent les partis politiques et les candidats ? Ce financement est-il libéré en temps utile ?
- Y a-t-il des plafonds ou des limites des frais de campagne, et comment sont-ils déterminés pour les différentes échéances électorales ?
- Y a-t-il d'autres mécanismes pour le financement indirect des partis politiques, par exemple l'allègement du régime fiscal ?
- A quoi servent les fonds reçus par les partis politiques (l'organisation interne des partis politiques ou les campagnes électorales) ?
- Certains candidats font-ils usage des biens, deniers et personnels publics sous leur responsabilité à des fins de propagande politique ?

## BUREAUX DE VOTE

- Le nombre de bureaux de vote est-il proportionnel à la densité de la population et aux exigences de la répartition de celle-ci ?

- L'emplacement des bureaux de vote garantit-il un accès facile et minimise-t-il les pertes inutiles de temps pour les électeurs ?
- Le bureau de vote est-il dans un endroit autorisé par la loi et des dispositions pratiques garantissent-elles le secret du suffrage ?
- Le nombre des bureaux de vote est-il suffisant (la moyenne d'électeurs par bureau de vote) ?
- L'emplacement des bureaux de vote est-il bien connu des électeurs et facilement accessible par tous ?
- Existe-t-il des bureaux de vote spéciaux (vote par anticipation, bureaux de vote mobiles, etc.) ?
- Quel est l'horaire de fonctionnement de l'ensemble des bureaux de vote et a-t-on respecté celui-ci ?
- Y a-t-il des signes visibles de propagande d'un parti ou d'un candidat rival aux abords ou à l'intérieur du bureau de vote ?

## MATÉRIEL ÉLECTORAL : BULLETIN DE VOTE, URNES, ISOLOIRS, ETC.

- Est-ce que tout le matériel requis pour l'élection est complet et disponible ?
- Les urnes, les bulletins de vote, les listes électorales et autre matériel électoral ont-ils été gardés et sécurisés conformément aux prescriptions de la loi jusqu'à leur livraison au bureau de vote ?
- Les listes électorales sont-elles affichées à l'extérieur du bureau de vote ?
- Le bulletin de vote est-il suffisamment compréhensible et clair ?
- Est-il possible d'établir pour qui les électeurs ont voté, par le biais des bulletins de vote ?

## SECRET DU SCRUTIN

- Le bureau de vote est-il disposé de façon à ce que personne ne puisse voir comment les électeurs marquent leurs bulletins de vote ? Y a-t-il en place de mécanismes et moyens nécessai-

## LE JOUR DU VOTE

Des instructions doivent être données à votre délégué pour qu'il arrive dans le bureau de vote à temps. Rappelez-vous, l'article 36 du Code Electoral dispose que les bureaux de vote s'ouvrent à 06H00 et ferment à 17H00. Votre délégué doit arriver dans son bureau de vote d'affectation au moins 30 minutes avant l'ouverture. Ce qui lui permettra de suivre et de noter les opérations d'ouverture du bureau de vote.

À son arrivée, votre délégué doit se présenter aux responsables du bureau de vote et produire l'attestation émise par les responsables compétents des démembrements de la CENIT pour qu'il soit présent dans le bureau de vote tout au long de la journée. Il doit prêter attention aux aspects des opérations de vote et de dépouillement décrits ci-dessous.

res pour garantir le secret du vote (les isoloirs, par exemple) ?

- La disposition de l'isoloir assure-t-elle le secret du vote ?
- Quel type d'urne est utilisé ?
- Utilise-t-on des scellés ? Quel type ? Présence ou absence de scellés ?

## PROCÉDURES ET DÉROULEMENT DU VOTE

- Quels sont les agents électoraux qui sont présents lors de l'installation et de l'ouverture du bureau de vote ?
- Y a-t-il d'autres délégués des partis politiques ou des représentants des candidats présents ? Quel est leur nombre et quels partis ou candidats représentent-ils ?
- Y a-t-il une présence des observateurs nationaux ou internationaux dans le bureau de vote, à l'ouverture, tout au long de la journée, à la fermeture ? Quel est leur nombre et quelles sont les organisations qu'ils représentent ?
- Le bureau de vote a-t-il été ouvert officiellement à l'heure prescrite par la loi ? Quand est-ce que le vote a commencé ?
- Le personnel électoral maîtrise-t-il les procédures d'installation et d'ouverture du bureau de vote ? Ces procédures sont-elles suivies ?
- Le processus de vote respecte-t-il les dispositions légales et les normes internationales ?
- A-t-on dévoilé les urnes pour montrer qu'elles étaient vides avant de les sceller et débiter le vote ?
- Qui assure la sécurité dans le bureau de vote ?
- Vérifie-t-on que les électeurs n'ont pas le doigt tâché d'encre indélébile avant de procéder à toutes les autres formalités de vote ?
- Quelles sont les mesures mises en place pour empêcher le vote multiple ?
- Le principe du vote secret est-il préservé et respecté ?
- Combien de temps en moyenne un électeur prend-il pour voter ?
- Marque-t-on tous les électeurs qui ont effectivement voté à l'encre indélébile ?
- Y a-t-il des cas d'intimidation ou des incidents violents signalés dans le bureau de vote même ou dans ses parages ?
- Les bureaux de vote ont-ils fermé à l'heure prescrite par la loi ?
- Combien d'électeurs sont dans la file d'attente à l'heure fixée par la loi pour la fermeture du bureau de vote ? Sont-ils autorisés à exercer leur droit de vote ?
- Toutes les procédures prévues pour la fermeture du bureau de vote sont-elles suivies ?
- Quelles sont les mesures en place pour assurer la sécurité du matériel

électoral tels que les urnes, les bulletins de vote, les actes et procès-verbaux ?

## DÉPOUILLEMENT DES VOIX

- Où a lieu le dépouillement ?
- En plus de vous-mêmes, d'autres délégués de partis politiques, représentants des candidats et observateurs sont-ils présents ?
- Au cas où le dépouillement se tient à un autre endroit que le bureau de vote, quelles sont les mesures de sécurité prévues pour le transport des urnes et du matériel électoral ?
- Le personnel électoral maîtrise-t-il les procédures à suivre ?
- Les urnes sont-elles ouvertes en présence des délégués des partis politiques, des représentants des candidats et des observateurs ?
- Le nombre de bulletins à l'intérieur des urnes coïncide-t-il avec celui des électeurs qui ont effectivement voté ?
- Les décisions d'invalidation des bulletins ont-elles été prises conformément aux dispositions légales ?
- Quel est le taux de bulletins nuls et invalides ?
- Est-ce que les délégués des partis politiques ont reçu une copie du procès-verbal de dépouillement ?
- Les résultats ont-ils été immédiatement affichés ?
- Quelles sont les mesures prises pour assurer la sécurité des urnes contenant le matériel électoral une fois que le dé-

## Le saviez-vous ? Vous pouvez procéder à un comptage rapide ou parallèle des votes

Le comptage « rapide » est un recensement parallèle des votes qui vous permet d'avoir une idée du nombre de suffrages exprimés en faveur de votre parti ou candidat dans l'ensemble du pays ou dans une circonscription électoral spécifique. C'est un comptage qui n'est pas concurrent, rival ni clandestin comparé au comptage officiel des voix conduit par la Commission électoral. Si vos délégués sont présents dans les bureaux de vote au moment du dépouillement, ils seront capables de vous transmettre les résultats de tous les bureaux de vote où ils ont été affectés. Évidemment, c'est la Commission électoral qui est la seule autorité chargée de la gestion des opérations de vote et seuls comptent les résultats qu'elle rend publics. C'est la raison pour laquelle vos délégués ne doivent recueillir que les résultats officiels proclamés dans les bureaux de vote par les agents électoraux de la CENIT et pour lesquels il existe un procès-verbal contresigné par les représentants des partis et des candidats. Les résultats qui vous sont transmis se basent donc sur les chiffres réels tels qu'ils ont été rendus publics par le président du bureau de vote et contrôlés par les observateurs et les agents des partis politiques ou des candidats présents dans le bureau de vote.

pouillement est achevé ?

- Que prévoit la loi en ce qui concerne la transmission et la sauvegarde du matériel électoral après le dépouillement ?

## LA PHASE POSTELECTORALE

### PROCLAMATION DES RÉSULTATS

- Quelle est l'autorité chargée d'annoncer officiellement les résultats de l'élection ?
- Y'a-t-il un calendrier spécifique qui fixe le délai dans lequel les résultats devraient être annoncés ?
- Ce délai est-il raisonnable par rapport au contexte du pays et aux moyens humains, matériels et logistiques ?
- Combien de temps s'est effectivement écoulé entre la fin formelle du scrutin et l'annonce officielle des résultats ?
- Quels sont les résultats du scrutin ?
- Y a-t-il des différences entre les résultats publiés le jour du scrutin au niveau des bureaux de dépouillement et les résultats annoncés officiellement ?
- Quel est le taux de participation ?
- Quel est le taux de bulletins nuls et invalides ?

### CONTENTIEUX ÉLECTORAL

- Quelles sont les dispositions légales en matière de traitement du contentieux électoral ?
- Quels sont les autorités ou les organes qui détiennent les prérogatives de règlement des différends électoraux ?
- Est-ce que ces autorités ou ces organes disposent des moyens humains et matériels adéquats pour remplir leurs fonctions ?
- Quel est le nombre de recours et de contestations dûment introduits auprès des organes compétents ?
- Qui a présenté ces recours ? Est-ce les partis politiques, les candidats ou les citoyens ?
- Quelle est la suite réservée aux recours et combien de temps leur traitement prend-il ?
- Y a-t-il en place des dispositions pour faire appel ?



# Session 6

## Etude de cas et rapport

### OBJECTIFS

A la fin de ce module, les participants :

- ➔ Auront exercé leur sens critique au regard de faits fictifs ;
- ➔ Sauront comment organiser leurs observations à travers notamment un formulaire du jour du vote ;
- ➔ En sauront davantage sur le traitement fait de leurs observations respectives.

### Introduction

Cette session donne aux participants l'opportunité de réfléchir sur les scénarii qu'ils pourraient potentiellement rencontrer dans les bureaux de vote, et de s'entraîner sur la manière de rapporter leurs observations. Elle leur permet aussi de connaître les organismes vers lesquels ils doivent transmettre toutes les irrégularités qu'ils auront identifiées et de faire le lien avec la partie de la législation qui en parle.

### Étape 1

Demander aux participants de se regrouper en petits groupes et de travailler sur les études de cas. Ils doivent lire les études de cas et répondre aux questions.

### Étape 2

Une fois qu'ils ont eu l'opportunité de faire cela, les rappeler en session plénière et leur demander de faire un compte-rendu de leurs discussions.

### ÉTUDE DE CAS 1

Vous êtes le délégué de votre parti dans un bureau de vote dans la circonscription de Tamatave. Au bureau de vote, il y a des délégués de deux autres partis, « Tsy raharahiko izany » et « Tsy Misy Dikany ». Il y a aussi quelques observateurs de la société civile.

Le bureau de vote ouvre avec 15 minutes de retard dû au fait que la serrure du bureau de vote est coincée. Une électricienne, Mme RASAVORITAKA, dont le nom a été rayé de la liste électorale se présente. Elle dit que bien qu'elle n'ait pas encore voté, son nom a été rayé de la liste. L'agent qui préside le bureau de vote n'ayant pas sous la main la liste des votants, rédige la déclaration de l'électricienne selon laquelle elle n'a pas voté, la met dans une enveloppe et la ferme. Il demande ensuite aux délégués présents de contresigner comme témoins et entend donner à l'électricienne un bulletin de vote et l'autoriser à voter.

#### Questions :

1. Est-ce que le président du bureau de vote s'est conduit de manière adéquate ?
2. Quelle(s) disposition(s) de la loi pouvez-vous invoquer au soutien de votre position ?
3. Quelle sera votre réaction au regard d'une telle procédure ?
4. Quel rapport feriez-vous à votre parti politique ?

### ÉTUDE DE CAS 2

Vous êtes un délégué dans la circonscription « danger » à Tananarive. Il y a sur place d'autres délégués appartenant à d'autres partis et deux observateurs qui sont là depuis un certain temps.

Le bureau de vote ouvre à 6h00 et ferme, alors qu'il y a encore des électeurs dans la file, avec 45 minutes de retard dû à un violent orage durant la journée entraînant une grosse fuite dans le toit, de telle sorte que l'agent présidant le bureau de vote, M. TSISY FIANTRANA, a dû arrêter le vote pendant un certain temps obligeant les électeurs à s'entasser à l'autre bout de la salle de vote en l'absence d'abri extérieur. Le président du bureau de vote s'est toutefois assuré que les électeurs se tiennent éloignés des bulletins de vote, des listes électorales, ou de tout autre matériel de vote. Il leur a réservé une aire entourée d'un

cordon de sécurité où ils ont pu attendre.

Par ailleurs, à l'ouverture, M. TSISY FIANTRANA doit attendre l'arrivée de la bonne liste électorale car elle n'était pas disponible. La liste est arrivée avec 45 minutes de retard de telle sorte que le début du vote en a été retardé.

Durant le vote, les électeurs ont présenté les pièces suivantes : une carte d'identité ou le passeport, la carte d'électeur ainsi qu'un permis de conduire pour certains. Un électeur se présente avec un livret d'épargne mais l'officier présidant le bureau de vote ne l'autorise pas à voter tandis qu'il permet à un groupe de jeunes demoiselles bien connu dans le quartier de voter sans aucune formalité ni aucun contrôle. Après leur vote, elles sortent sans signer la liste des votants et sans se voir apposer l'encre indélébile.

A la fin du vote, l'un des délégués, du parti « RAMATAHORA », ayant un sceau représentant une chouette, a été refusé par le président du bureau de vote qui soutient d'ailleurs que la signature du procès-verbal par les délégués n'est pas nécessaire. Le délégué du parti « IZAHONA TSISY » a carrément refusé de signer quoique ses observations sur le déroulement du vote aient été consignées sur le procès-verbal. Pour sa part, le délégué de « MBOLA HISY TOHINY » a exprimé un boycott en quittant la salle et en refusant de porter ses observations ainsi que sa signature sur le procès-verbal.

### Questions :

1. Analysez l'attitude de chaque acteur en identifiant ce qui est fait dans la normalité et ce qui ne l'est pas ;
2. Soulignez les dispositions du cadre légal des élections qui soutiennent votre position ;
3. Au regard des faits, quelle sera votre attitude tout au long du processus ?

## ÉTUDE DE CAS 3

Vous êtes le délégué de votre parti dans un bureau de Moramanga. Récusant l'assistance d'un électeur analphabète par le président du bureau de vote, le délégué du parti « BE SANDRY » entreprend de bloquer le processus de vote. Après maintes tractations pour lui faire entendre raison, le président requiert les forces de l'ordre qui arrêtent l'intéressé.

Son parti désigne un nouveau délégué mais celui-ci se voit refuser l'accès au bureau de vote sous le motif que son nom ne figure pas sur la liste de délégués initialement transmise par le parti.

Au moment du décompte des voix, l'on remarque que plusieurs centaines de votants ont écrit devant le candidat de leur choix soit le nom du parti soit la mention « je t'aime » suivi du nom du candidat.

Le président du bureau ainsi que ses assesseurs annulent de tels votes au grand dam des délégués des candidats concernés qui élèvent une vive protestation. La police est une fois de plus appelée et le décompte se poursuit. Les partis sont autorisés à porter leurs observations au procès-verbal mais le bureau ne leur en délivre aucun exemplaire. D'ailleurs, après les formalités d'usage et devant la nervosité de certains délégués, le président, sans afficher les résultats, remet les plis électoraux au chef de la police, M. RATSY FANAHY, et ses hommes de la brigade « AZA MIANTEHITRA AMINAY » pour protection et acheminement.

### Questions :

1. Appréciez l'attitude de chaque acteur cité dans le cas d'espèce ;
2. Citez les dispositions pertinentes du code électoral au soutien de vos positions ;
3. Quelle sera votre attitude en pareil cas ?

## ÉTUDE DE CAS 4

Vous êtes le délégué de votre parti dans un bureau de vote de Ambositra. Vous vous rendez à l'extérieur pour prendre l'air frais et vous voyez arriver un « Be Tax » (minibus local) avec 10 électeurs. Vous voyez la candidate, Mme BE FIKIRIZANA, payer le chauffeur du minibus pendant qu'il fait descendre les passagers. Vous déposez une plainte auprès du président du bureau de vote, M. BOGOSY en disant qu'il s'agit là d'une irrégularité au regard de la législation électorale. La candidate BE FIKIRIZANA affirme qu'elle n'a effectué aucun paiement ; que ce sont les passagers qui ont payé.

Par ailleurs, le délégué, RAMAKA, du parti « TSISY VOLA », épuisé et affamé au cours du vote, quitte la salle pour ne revenir qu'après les opérations de vote. Il se plaint d'avoir appris qu'il y a eu bourrage d'urne durant son absence et qu'en conséquence les opérations devraient être annulées. Devant son obstination, il est expulsé de la salle.

Le Président BOGOSY appelle alors ses copines Mlles TIA LEHILAHY, BIKANA et MORA HANDALOVANA qui étaient à la maison et sont reconnues comme membres du parti de Mme BE FIKIRIZANA pour servir de scrutateurs.

### Questions :

1. Que pensez-vous de l'attitude de chaque acteur cité?
2. Relevez les dispositions légales applicables à chaque problème noté ;
3. En tant que délégué du parti « MPANARA-NDALANA », quelle sera votre attitude ?

## QUE FAIRE DES INFORMATIONS COLLECTÉES ?

Tout n'est pas fini avec la collecte de l'information par vos délégués déployés dans les bureaux de vote. Certaines questions devront en effet être adressées par souci d'efficacité. Il s'agit de :

- Comment ces informations vont-elles vous parvenir ?
- Comme les traiter ?
- Quelle utilisation en faire ?

L'état-major de votre parti doit mettre en place une cellule chargée de recevoir, en temps réel, les informations en provenance des bureaux de vote dans l'ensemble du pays. Si vous avez déployé un grand nombre de délégués, les sections régionales de votre parti chargées de la coordination du déploiement collecteront les informations auprès des délégués de leur juridiction. Elles les transmettront ensuite au siège pour traitement et information des hauts responsables du parti. Ces rapports peuvent être transmis par téléphone tout au long de la journée. Des équipes mobiles, en voiture, à moto ou à bicyclette, peuvent également faire la liaison entre les instances du parti et les délégués présents dans les bureaux de vote. Après le vote, les rapports complets et signés des délégués doivent parvenir à votre parti. Ils constituent une source d'informations que vous pouvez utiliser en cas de recours ou contestation.

Votre attention devra être attirée, sur la base des textes électoraux, sur la distinction entre irrégularités et fraudes, ces dernières étant des irrégularités commises sciemment par un acteur du processus afin d'influencer l'orientation du vote (le bourrage des urnes, par exemple). Il est à noter, par ailleurs, que certaines irrégularités ne sont pas substantielles et ne peuvent, a priori, en aucun cas entacher le processus (ouverture tardive du bureau de vote, par exemple).

# Annexe

## Annexe 1. Questionnaire du délégué de parti

Veuillez remplir lisiblement le questionnaire ci-dessous en cochant ou en écrivant à l'intérieur de la case indiquée

1. Heure d'arrivée : h mn

2. Heure de départ : h mn

3. Nom du parti politique :

4. Type d'élection

1) Présidentiel ☐ 2) Législatif ☐ 3) Communal ☐

5. Nom et prénom du délégué :

6. N° du bureau de vote :

7. Nom du bureau de vote :

8. Circonscription :

9. Région : .....

	OUI	NON
10. Le président du bureau de vote a-t-il montré l'urne vide à toutes les personnes présentes, y compris les délégués des partis, avant de commencer les opérations de vote ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Les urnes ont-elles été ensuite scellées correctement avec les cadenas appropriés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Le bureau de vote a-t-il ouvert à temps	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13. Sinon, à quelle heure a-t-il ouvert ?	<input type="text"/> h <input type="text"/> mn	
14. Tout le matériel de vote était-il disponible, le matin, à l'ouverture du bureau de vote ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15. Le matériel de vote était-il en quantité suffisante tout au long de la journée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16. Si NON, donnez des précisions :		
.....		
.....		
.....		
17. Les cartes d'électeur, les noms sur la liste électorale étaient-ils vérifiés avant de remettre les bulletins de vote aux électeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18. Y avait-il des électeurs dont le nom était absent de la liste électorale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19. Si OUI, expliquez comment le problème a été réglé :		
20. Le bureau de vote était-il aménagé de manière à protéger le secret du vote ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21. Si NON, donnez des précisions :		
.....		
.....		
.....		
22. Y avait-il :		
a. d'autres délégués de partis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. ou de délégués de candidats ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. ainsi que des observateurs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23. Si OUI, donnez les noms des partis ou des organisations :		
a) .....		
b) .....		
c) .....		
d) .....		
e) .....		

Signature du délégué

Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_



## Annexe 2. Formulaire de dépouillement

Veuillez remplir lisiblement le questionnaire ci-dessous en cochant ou en écrivant à l'intérieur de la case indiquée

1. Heure de début du dépouillement:

|\_|\_|h|\_|\_|mn

2. Heure de fin du dépouillement:

|\_|\_|h|\_|\_|mn

3. N° du bureau de vote :      | | | | |

4. Nom du bureau de vote :

5. Circonscription : | | | | | | | | | | | | | | |

6. Région : .....

[illegible][illegible]

9. Si des délégués de partis sont présents, indiquez les noms des partis :

a) .....

b) .....

c) .....

d) .....

e) .....

10. Si des observateurs sont présents, indiquez les noms des organisations :

a) .....

b) .....

c) .....

d) .....

e) .....

11. Observateurs nationaux :

## 12. Observateurs internationaux :

13. Les cadenas ou scellés ont-ils été vérifiés avant l'ouverture des urnes ?

14. Si NON, donnez des précisions :

15. Les bulletins de vote dans l'urne ont-ils été comptés de manière à s'assurer que leur nombre est le même que celui des électeurs ayant effectivement pris part au vote ?

16. Le dépouillement s'est-il déroulé de manière ouverte et transparente ?

17. Y a-t-il eu des objections à la manière dont le dépouillement s'est déroulé ?

18. Si OUI, donnez des précisions :

19. Les délégués des partis ont-ils contresigné le procès-verbal ?

20. Les résultats ont-ils été annoncés sur place

21. Veuillez indiquer les résultats de l'élection dans votre bureau de vote

TYPE D'ELECTION		
CANDIDATS	PARTI	NBRE DE VOIX
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
		Bulletins BLANCS
		Bulletins NULS
		TOTAL

Signature du délégué

Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_